



Interinstitutionelle Zusammenarbeit  
Collaboration Interinstitutionnelle  
Collaborazione Interistituzionale



Panorama des structures cantonales et de la mise en œuvre de la collaboration interinstitutionnelle (CII)

# Impressum

## **Éditeur**

Bureau national de la CII  
c/o Staatssekretariat für Wirtschaft SECO  
Holzikofenweg 36  
3003 Bern  
Tel. +41 58 484 97 30  
info@iiz.ch  
www.iiz.ch

## **Layout**

--

## **Auteurs**

Bureau national de la CII

## **Typographie**

Rapport électronique

## **Copyright**

Copyright ©2020 nationale IIZ.

Berne, septembre 2020



## Inhalt

---

1.	Introduction.....	5
2.	Structures, organisation et processus de la CII au niveau cantonal.....	6
2.1	Pilotage .....	6
2.2	Structures opérationnelles .....	6
2.3	Processus et déroulement des opérations .....	8
2.4	Définition des cas.....	8
2.5	Nombre de cas .....	9
3.	Compréhension de la CII et types de mise en œuvre .....	10
4.	Défis .....	12
Les panoramas cantonaux de la CII.....		13
1.	IIZ im Kanton Aargau.....	14
2.	IIZ im Kanton Bern.....	16
3.	IIZ im Kanton Basel-Landschaft.....	18
4.	IIZ im Kanton Basel-Stadt.....	20
5.	CII du canton du Fribourg.....	21
6.	CII du canton de Genève.....	23
7.	CII du canton du Jura.....	25
8.	IIZ im Kanton Luzern.....	27
9.	CII du canton de Neuchâtel .....	29
10.	IIZ in den Kantonen Ob- und Nidwalden.....	31
11.	IIZ im Kanton St. Gallen.....	33
12.	IIZ im Kanton Schaffhausen.....	35
13.	IIZ im Kanton Solothurn.....	36
14.	IIZ im Kanton Schwyz .....	38
15.	IIZ im Kanton Thurgau .....	40
16.	IIZ im Kanton Uri .....	42
17.	CII du canton de Vaud .....	43
18.	CII du canton du Valais.....	46



19.	IIZ im Kanton Zug .....	48
20.	IIZ im Kanton Zürich .....	50



# 1. Introduction

---

En mars 2020, le Bureau national CII a mené une brève enquête auprès des coordinateurs<sup>1</sup> cantonaux de la CII. Cette enquête s'est essentiellement attachée à cerner la façon dont les cantons conçoivent la CII et la mettent en œuvre au moyen de structures et de processus. Elle fournit un panorama des structures et de l'organisation cantonales de la CII. Cette enquête ne permet pas de procéder à des analyses approfondies de la mise en œuvre de la CII dans les cantons. Au total, les coordinateurs de 20 cantons ont rempli le questionnaire. L'annexe contient une compilation du paysage de la CII dépeint par chacun des cantons.

Selon la décision d'institution du 29 mars 2017 relative à l'organisation nationale de la collaboration interinstitutionnelle<sup>2</sup>, la collaboration institutionnelle (CII) est définie comme suit :

*«La CII représente le travail coordonné de deux ou plusieurs institutions dans les domaines de la sécurité sociale, de l'intégration et de la formation dans le but d'améliorer les chances d'intégration des personnes dans le marché du travail primaire et de coordonner de manière optimale les différents systèmes. Pour ce faire, les mesures et les offres des organes d'exécution doivent, dans l'intérêt de la personne bénéficiant du soutien et pour optimiser de manière ciblée les moyens étatiques mis à disposition, être aménagées avec plus d'efficacité. Les objectifs des différentes institutions, notamment l'intégration dans la formation et l'emploi, doivent être ciblés avec l'aide de la CII.»*

Un coup d'œil sur les sites Internet cantonaux de la CII montre que la plupart des cantons ont repris cette définition sous une forme similaire. La CII est considérée comme une stratégie commune visant à coordonner les systèmes de sécurité sociale et d'intégration de manière optimale dans le but de soutenir la collaboration concrète au niveau des cas individuels. Sur de nombreux sites, les institutions actives *dans le domaine du chômage* ou de la *réinsertion professionnelle et sociale*, en particulier, sont mentionnées explicitement. Dans certains cantons, on relève l'absence d'une stratégie commune des acteurs de la CII et on ne trouve pas non plus d'informations ou de précisions supplémentaires à ce sujet sur les sites Internet.

---

<sup>1</sup> Afin de faciliter la lecture du document, le masculin générique est utilisé dans ce document pour désigner les deux sexes.

<sup>2</sup> Cf. décision du 29 mars 2017 relative à l'organisation des comités nationaux de la collaboration institutionnelle (disponible en allemand uniquement).

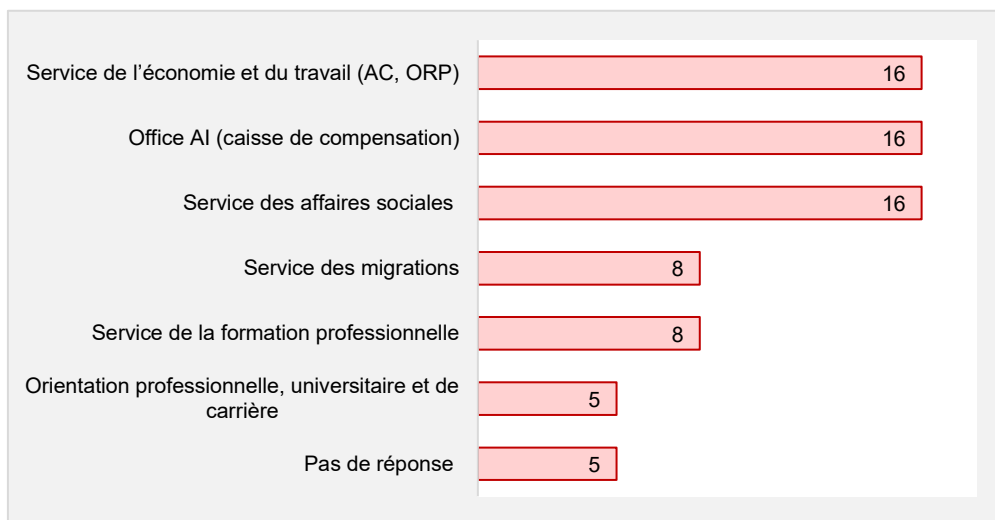


## 2. Structures, organisation et processus de la CII au niveau cantonal

### 2.1 Pilotage

Dans la plupart des cantons, un comité de pilotage est l'organe stratégique qui chapeaute la CII. Ce comité est généralement chargé de l'orientation stratégique, de la définition des objectifs et des champs d'action de la collaboration interinstitutionnelle ainsi que de l'élaboration de bases légales ou de conventions. Le comité est composé des responsables des services cantonaux impliqués dans la CII. Dans la majorité des cas (16 cantons), il s'agit des trois institutions suivantes: service de l'économie et du travail<sup>3</sup>, office AI et service des affaires sociales. Dans huit cantons, le comité de pilotage inclut également le service des migrations et/ou le service de la formation professionnelle, et dans cinq cantons, le service d'orientation professionnelle, universitaire et de carrière (OPUC) vient s'ajouter aux organes précités.

Illustration 1: Composition des comités de pilotage cantonaux de la CII (N=16)



Source: brève enquête réalisée auprès des coordinateurs cantonaux de la CII en 2020

### 2.2 Structures opérationnelles

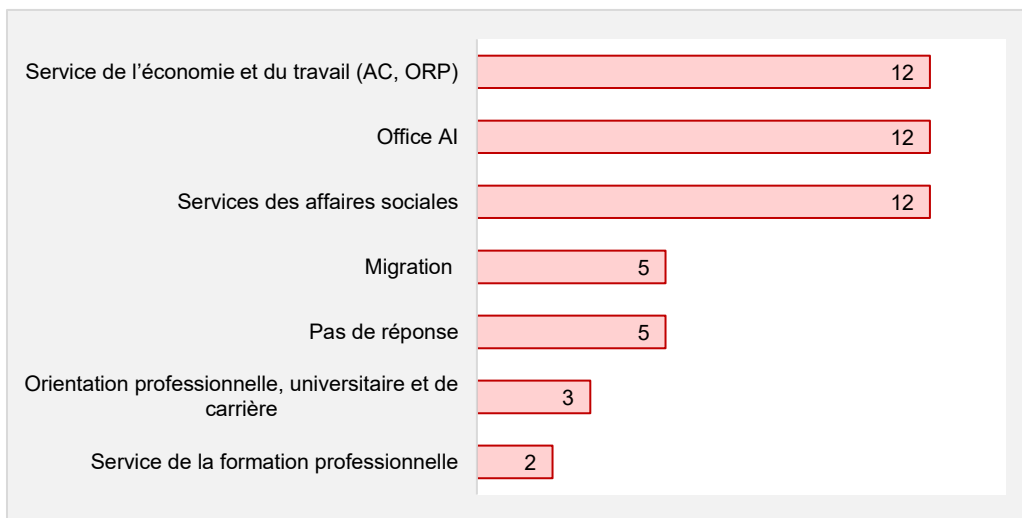
Sur le plan opérationnel, la CII est organisée dans douze cantons soit sous la forme d'un bureau ou d'un service, soit comme un organe de coordination. Une distinction est établie entre l'équipe de base/la gestion opérationnelle et les groupes de travail. Ces derniers sont constitués de spécialistes appartenant aux organes d'exécution qui participent à la CII. Les principales tâches du bureau ou du service sont les suivantes: coordination et monitoring de cas complexes (il s'agit généralement de personnes présentant des problématiques multiples), point de contact, conseil spécia-

<sup>3</sup> Représenté en partie par la direction des offices régionaux de placement (ORP).



lisé et soutien des organes d'exécution dans les questions concernant la CII ou pour des cas concrets, mise en œuvre de la stratégie cantonale de la CII. Comme pour le pilotage, les trois principales institutions représentées au niveau opérationnel dans les comités/groupes correspondants sont l'ORP, l'office AI et le service des affaires sociales. Dans quelques cantons, les autorités compétentes en matière de migration, l'OPUC et la formation professionnelle sont également impliquées au niveau opérationnel

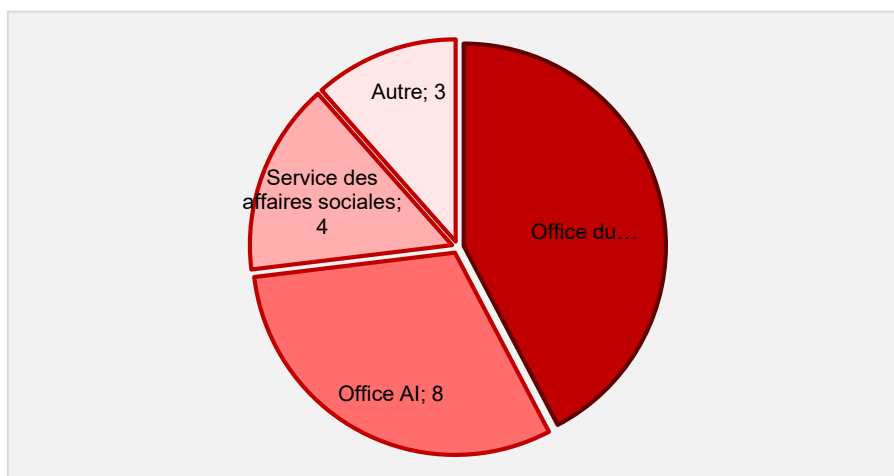
**Illustration 2: Composition des services cantonaux de la CII (N=12)**



Source: brève enquête réalisée auprès des coordinateurs cantonaux de la CII en 2020

Dans neuf cantons, il n'existe en revanche pas de structures différenciées au niveau opérationnel. Dans tous les cantons, il y a néanmoins une personne qui joue le rôle de coordinateur de la CII. Dans environ deux cantons sur cinq (onze cantons), cette personne est employée par l'office du travail ou l'ORP, dans huit cantons par l'office AI, et dans quatre cantons par le service des affaires sociales.

**Illustration 3: Dans quel service les coordinateurs de la CII sont-ils employés? (N=26)**



Source: documentation du Bureau national CII



## 2.3 Processus et déroulement des opérations

Parmi les 20 coordinateurs ayant participé à l'enquête, 12 indiquent qu'il existe dans leur canton un processus CII défini par écrit soit sous la forme d'un organigramme, soit consigné dans des conventions. Huit cantons ne disposent pas de processus défini ayant force obligatoire pour le traitement des cas relevant de la CII. Six cantons n'ont fourni aucune réponse à ce sujet.

Dans six cantons, le déroulement du processus est axé sur les cinq *phases du «case management»*, à savoir l'annonce/le premier entretien, l'analyse de la situation, la définition d'objectifs/le plan d'actions, le suivi et la clôture. En règle générale, la gestion des cas est assumée par l'organe d'exécution compétent, tandis que le bureau ou service est responsable de la coordination des cas.

Deux cantons mènent au début du processus d'accompagnement des *entretiens de coordination* avec les personnes responsables des cas CII au sein des organes impliqués. Ces entretiens ont également lieu lors de la clôture du cas. L'organe d'exécution compétent pour le cas assume l'accompagnement et le monitoring des cas CII.

Dans un canton, les spécialistes de la CII désignés par les organes d'exécution vérifient dans un premier temps s'il y a un besoin de coordination et si le cas doit être enregistré dans l'outil de coordination CII. Si le cas est enregistré, l'interlocuteur compétent au sein de l'organe d'exécution conserve la responsabilité du cas CII et le monitoring est réalisé par l'intermédiaire de la *plateforme électronique de coordination*.

Dans un canton, seul le *processus d'annonce* est réglé, par le biais d'un formulaire de l'ORP. Les autres étapes du processus ne sont pas documentées. Deux cantons ont indiqué avoir défini un processus mais n'ont pas fourni de documents écrits à ce sujet.

## 2.4 Définition des cas

La plupart des cantons considèrent qu'un cas relève de la CII lorsque deux institutions du système de sécurité sociale, au moins, sont impliquées. En règle générale, il s'agit de l'ORP et de l'AI, ou encore de l'ORP et de l'aide sociale ou de l'assurance-accidents. En fonction des cantons, cette «définition de principe» peut être plus large ou au contraire plus étroite: dans trois cantons, la personne concernée doit impérativement être inscrite auprès de l'ORP et dans deux cantons, il doit impérativement y avoir atteinte à la santé pour que la personne soit considérée comme un cas CII. Dans certains cantons, notamment les plus petits, on considère qu'un cas relève de la CII lorsque trois acteurs, au moins, sont impliqués et que la personne présente des problématiques multiples. Dans la plupart des cantons, la personne doit être inscrite dans l'une des institutions de sécurité sociale impliquées et présenter des problématiques multiples pour être reconnue comme un cas CII. Il y a donc un besoin de coordination interinstitutionnelle en ce qui concerne les prestations d'intégration. On parle de problématiques multiples lorsque les thématiques à traiter dépassent le cadre des compétences de l'institution sociale et entravent l'intégration sur le marché primaire du travail. Dans près d'un quart des cantons, il manque une compréhension commune de ce qu'on entend par cas CII. Cela concerne surtout les cantons dont la CII est peu structurée.





## 2.5 Nombre de cas

Les coordinateurs interrogés ont indiqué le nombre de cas traités chaque année par la CII. Les chiffres fournis oscillent entre 9 et 2000 cas par an. Si l'on fait le rapport entre le nombre de cas CII et le nombre de personnes sans emploi, il s'avère qu'en fonction des cantons, entre 0,3 et 18,4% (près d'un cinquième) des personnes sans emploi sont considérés comme des cas CII «potentiels». Ces chiffres révèlent que le rayon d'action de la CII varie très fortement d'un canton à l'autre. D'autre part, il faut tabler sur un certain manque de précision du nombre de cas déclarés car les cantons n'ont dans l'ensemble pas mis en place de dispositif de monitoring des cas CII. Si l'on exclut les valeurs extrêmes des calculs, on estime que près de 3,5% des personnes sans emploi en Suisse se trouvent dans des situations qui relèvent de la CII au regard du besoin de coordination, des compétences qui ne sont pas clairement définies et d'autres questions relevant de la CII.



### 3. Compréhension de la CII et types de mise en œuvre

---

La mise en œuvre de la CII relève de la compétence des cantons. La compréhension que chaque canton a de la CII ainsi que l'organisation de celle-ci sont donc très hétérogènes. Ainsi, dans près de la moitié des cantons, les coordinateurs ne jouent pas de rôle actif dans la coordination des cas. La coordination est réalisée de façon bilatérale par les organes d'exécution. Dans ces cantons, certaines personnes interrogées indiquent que la collaboration entre les institutions et la coordination des mesures sont traitées explicitement dans les comités stratégiques et sont mises en œuvre sur le plan opérationnel dans le cadre de projets. Cependant, la coordination des cas est réalisée exclusivement entre les organes d'exécution.

Dans l'autre moitié des cantons, les coordinateurs sont explicitement compétents pour la coordination des cas individuels. En outre, le travail en réseau et les échanges entre les institutions font partie de leur attributions. Dans certains cantons, ils fournissent également un conseil spécialisé et un soutien aux institutions partenaires en cas de questions relatives à la CII.

Dans une minorité de cantons, les personnes interrogées déplorent le fait que les structures de la CII sont peu développées et peu formalisées dans leur canton. Le rôle devant être joué par le coordinateur CII n'est pas clair et la coordination des cas au niveau des organes d'exécution s'effectue de façon plutôt aléatoire.

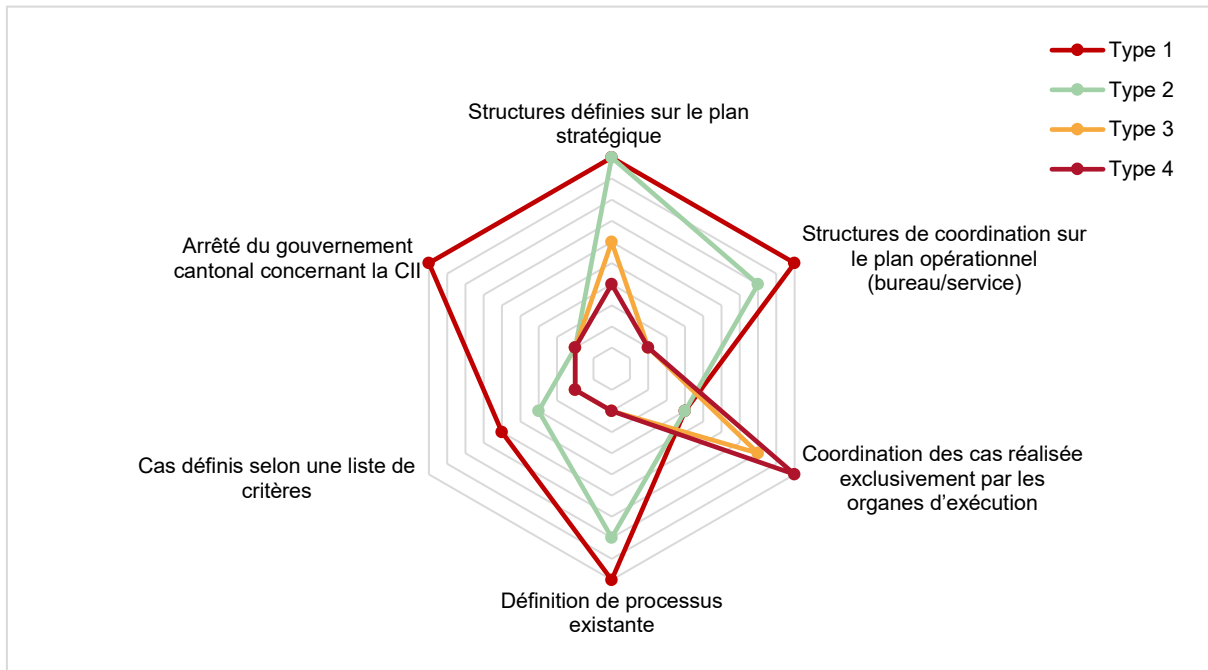
Sur la base des panoramas de la CII brossés par les coordinateurs lors de l'enquête, on distingue quatre types de mise en œuvre de la CII.

- **Type 1:** Structures définies sur le plan stratégique comprenant généralement un comité de pilotage, et mise en œuvre opérationnelle assurée par un service de coordination ou un bureau ainsi que par des interlocuteurs/spécialistes compétents auprès des organes d'exécution. Critères de définition des cas et processus généralement inspirés du modèle de «case management». En outre, la CII jouit d'une légitimation politique en vertu d'un arrêté du gouvernement cantonal.
- **Type 2:** Structures définies sur le plan stratégique comprenant généralement un comité de pilotage. Sur le plan opérationnel, il existe un service de coordination ou un service spécialisé qui est chargé de la coordination des cas lorsque trois institutions, au moins, sont impliquées et que le cas présente des problématiques multiples. Lorsque deux institutions sont impliquées, la coordination des cas est réalisée de façon bilatérale entre les organes d'exécution. Il n'y a pas d'arrêté du gouvernement cantonal pour légitimer la CII sur le plan politique, il existe en partie des conventions écrites entre les institutions impliquées.
- **Type 3:** Structures globales définies sur le plan stratégique comprenant en partie un comité de coordination, un comité de pilotage et un groupe d'experts. La coordination des cas est réalisée de façon autonome entre les organes d'exécution, en partie sur la base de conventions. L'accent est mis sur l'amélioration et l'harmonisation des interfaces et des mesures des institutions. Il manque une définition des processus ainsi que des critères de définition stricts des cas. Le mandat de CII est en partie défini dans des conventions écrites.



- **Type 4:** Aucune structure de CII formalisée. La coordination des cas est réalisée par les organes d'exécution, souvent de manière informelle, aléatoire et sans caractère obligatoire.

Illustration 4: Quatre types d'organisation de la CII dans les cantons (N=21)



Source: brève enquête réalisée auprès des coordinateurs cantonaux de la CII en 2020



## 4. Défis

---

Lors de l'enquête, il a été demandé aux coordinateurs où ils voyaient les plus gros défis à relever pour l'avenir de la CII cantonale. Les principaux défis cités concernent les questions d'organisation ainsi que la capacité à réfléchir et agir au-delà du cadre institutionnel et des attributions de chaque institution.

- **Gestion des connaissances** sur les travaux interinstitutionnels de toutes les institutions concernées par la CII. Thèmes connexes: volonté affirmée de traiter les cas de manière interinstitutionnelle. Détermination à maintenir et à promouvoir la coordination des cas. Orienter continuellement la réflexion et la recherche de solutions au-delà des limites du système.
- **Forte fluctuation du personnel** dans les organes d'exécution, notamment dans les services sociaux des communes. Cela se traduit par une perte de connaissances et de savoir-faire au sein des institutions et complique la mise en œuvre en temps opportun d'une collaboration interinstitutionnelle durable.
- **Compétences financières:** d'une part, lacunes financières entre la fin la période où la caisse de chômage est tenue d'avancer les prestations et le premier versement de la rente d'invalidité partielle ou entière; d'autre part, en relation avec la délimitation de compétences, notamment en ce qui concerne le financement de mesures.
- **Différences de fonctionnement et d'organisation** entre les institutions concernées. Marge de manœuvre limitée pour agir au niveau interinstitutionnel en raison des structures prégnantes des différentes institutions. Un autre défi réside dans les objectifs divergents poursuivis par les institutions concernées, qui peuvent constituer un obstacle (contradictions légales entre la LAI et la LACI; normes CSIAS et exigences du marché du travail, etc.). Se pose par conséquent la question suivante: comment la CII peut-elle être améliorée entre les autorités concernées?
- **La CII n'est pas une priorité politique**, ce qui entrave son institutionnalisation et la poursuite d'une stratégie claire. Ainsi, par exemple, la création d'un poste de coordination pour la CII a été interrompue en raison de problèmes d'organisation internes.
- **Mise au point et création d'un dispositif de monitoring** pour évaluer l'efficacité de la CII.



## Les panoramas cantonaux de la CII

---



# 1. IIZ im Kanton Aargau

## Organisation stratégique / strategische Organisation:

Der Steuerungsausschuss der iiz aargau setzt sich aus Vertretern und Vertreterinnen der 3 beteiligten Organisationen (AWA, KSD und IV) zusammen. Ihm obliegt die strategische Ausrichtung von iiz aargau sowie die Führung der Fachstelle iiz aargau. Die Fachstelle koordiniert die Prozesse auf operativer Ebene.

## Organisation opérationnelle / operative Organisation:

Bis 31.12.2018 war die IIZ Fachstelle dem AWA unterstellt. Seit dem 01.01.2019 obliegt die operative Ebene der SVA Aargau, IV-Stelle.

## Existe-t-il une description des processus standards pour la CII ? / Gibt es eine Beschreibung der Standard-Prozesse bei IIZ-Fällen?

Oui/Ja: Flussdiagramm

## Bases légales cantonales / gesetzliche Grundlagen:

### Bund

- Bundesgesetz über die Arbeitslosenversicherung und die Insolvenzenschädigung vom 25. Juni 1982 (AVIG, SR 837.0) sowie die darin aufgeführten Erlasse (insbesondere Art. 85f und 92 Abs. 7 AVIG)
- Verordnung über die obligatorische Arbeitslosenversicherung und die Insolvenzenschädigung vom 31. August 1983 (AVIV, SR 837.02), den Art. 119d AVIV sowie Art. 81d AVIV betreffend Abschluss einer Leistungsvereinbarung 2/3
- Die aktuellen Kreisschreiben des Staatssekretariats für Wirtschaft (seco), insbesondere das Kreisschreiben über die Arbeitslosenentschädigung (KS-ALE)
- Bundesgesetz über die Invalidenversicherung vom 19. Juni 1959 (IVG, SR 831.20), insbesondere Art. 68bis IVG
- Bundesgesetz über den Datenschutz vom 19. Juni 1992 (DSG, SR 235.1)

### Kanton

- Kantonales Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über die obligatorische Arbeitslosenversicherung und die Insolvenzenschädigung sowie zum Bundesgesetz über die Arbeitsvermittlung und den Personalverleih vom 14. September 2004 (EG AVIG/AVG, SAR 811.400)
- Sozialhilfe- und Präventionsgesetz vom 6. März 2001 (SPG, SAR 851.200)
- Sozialhilfe- und Präventionsverordnung vom 28. August 2002 (SPV, SAR 851.211)
- Gesetz über die Information der Öffentlichkeit, den Datenschutz und das Archivwesen vom 24. Oktober 2006 (IDAG, SAR 150.700)

## Le nombre de situations concernées par année / Anzahl bearbeitete IIZ-Fälle pro Jahr :

	2017	2018	2019
IIZ-Fälle	7	8	9

Fälle die zu einem CM angemeldet wurden, die jedoch die IIZ Kriterien dafür nicht erfüllen, sind in diesen Fällen nicht miteinberechnet. Pro Jahr werden ca. 5 Fälle elektronisch oder bereits mündlich (im bilateralen Austausch zuhanden der anfragenden Institution) zurückgewiesen.

Hinweis: Die iiz aargau bietet neben den auf einer geschützten Datenplattform geführten CM-Fällen eine weitere Dienstleistung in Form einer «Hotline» an. Die Hotline beantwortet Anfragen zur Leistungskoordination



der Sozialversicherungen, der Sozialhilfe von internen und externen Stellen. Im Rahmen dieses bilateralen Austauschs sorgt sie für die zweckmässige Information der betreffenden Fachperson.

**Sous quelles conditions un cas est un cas CII (contacts informels, inscription parallèle, etc.) ? / Unter welchen Bedingungen ist ein Fall ein IIZ Fall (informelle Kontakte, parallele Anmeldung, usw.)?**

Unser Zielpublikum Personen mit komplexen Mehrfachproblematiken können bei iiz aargau angemeldet werden. Eine Mehrfachproblematik liegt dann vor, wenn mindestens eine Trägerinstitution (z.B. Sozialdienst/RAV) involviert ist und mindestens zwei der folgenden Kriterien zutreffen:

- Arbeitslosigkeit oder vorübergehende Arbeitsunfähigkeit
- Gesundheitliche/medizinische Probleme
- Schlechte arbeitsmarktliche Voraussetzungen (Bildung, Sprache, Alter)
- Schwieriges soziales Umfeld
- Erhöhter Koordinationsbedarf
- Eine realistische Integrationschance, die Motivation und der Wille, die Situation zu verändern, werden ebenfalls vorausgesetzt.

**Remarques – Défis / Anmerkungen – Herausforderungen:**

Im Kanton Aargau besteht ein breites Angebot an verschiedenen Dienstleistungen (Kooperation Arbeitsmarkt, AMIplus, IIZ Aargau). Die zwei erstgenannten Angebote sind erst im 2019/2020 in den ordentlichen Regelbetrieb übergegangen. Alle Beteiligten sind daran, diese Dienstleistungen zielgerichtet auf den Leistungsempfänger zugeschnitten einzusetzen. Für die Involvierten Stellen, Mitarbeiter\*Innen der Sozialversicherungen, Sozialhilfe ist es im Moment noch eine grosse Herausforderung, in welcher Konstellation die passende Dienstleistung zur Anwendung gelangt.

Die «Botschaften» der jeweiligen Dienstleistungen werden auch in Zukunft immer wieder hinausgetragen werden müssen (Schulungen der Mitarbeiter/Involvierten Institutionen etc.).

**Contact / Kontakt:**



## 2. IIZ im Kanton Bern

### **Organisation stratégique / strategische Organisation:**

Die Interinstitutionelle Zusammenarbeit (IIZ) wird im Kanton Bern wie folgt gelebt: Die Steuergruppe (SG) IIZ legt die gemeinsame Strategie sowie die jeweiligen Ziele und Handlungsfelder in der Leistungsvereinbarung fest. Den Vorsitz hat der Vorsteher des Amts für Arbeitslosenversicherung inne. Dasselbe Amt führt mit der Fachstelle IIZ das Sekretariat der SG IIZ. Die IIZ-Strategie 2019-22 enthält Herausforderungen, in fünf Handlungsfelder, gruppiert in 18 Ziele sowie entsprechende Massnahmen.

### **Organisation opérationnelle / operative Organisation:**

Ende 2013 wurden die sog. runden Tische (IIZ-Assessment) eingestellt. Seither liegt der Fokus der IIZ primär auf strategischer Ebene, auf welcher zahlreiche Zusammenarbeitsvereinbarungen bestehen und Vorhaben realisiert werden. Die operative Fallbearbeitung wird in den Vollzugsstellen der SH, IV, ALV im Regelbetrieb geführt. Im Rahmen der Umsetzung der IIZ-Strategie 2019-22 bearbeiten zahlreiche Projektgruppen fortlaufend die definierten Massnahmen.

### **Existe-t-il une description des processus standards pour la CII ? / Gibt es eine Beschreibung der Standard-Prozesse bei IIZ-Fällen?**

Nein, zumindest keine institutionsübergreifenden Prozesse, es gelten die jeweiligen Prozesse der beteiligten Institutionen.

Die gemeinsame Fallführung zwischen den Vollzugsstellen der ALV, IV, Sozialhilfe wird in bilateralen Vereinbarungen geregelt: IV-SH, IV-ALV, ALV-SH

### **Bases légales cantonales / gesetzliche Grundlagen auf Ebene Kanton:**

- Arbeitsmarktgesetz (AMG) Art. 13 Abs. 2 (Partner) und Art. 14 (Datenaustausch)
- Arbeitsmarktverordnung (AMV) Art. 17 a, b, d
- Sozialhilfegesetz (SHG) Art. 19b Interinstitutionelle Zusammenarbeit

### **Le nombre de situations concernées par année / Anzahl bearbeitete IIZ-Fälle pro Jahr :**

Per Ende 2013 wurden die « runden Tische » (IIZ-Assessment) wegen eines zunehmend ungünstigen Kosten-Nutzen-Verhältnisses eingestellt. Insofern gibt es keine Statistik von gemeinsam bearbeiteten Fällen, die in zwei oder drei der involvierten Organisationen separat geführt werden. Wie bereits erwähnt wird seit 2014 die Fallführung zwischen ALV, IV, Sozialhilfe mittels bilateraler Zusammenarbeitsvereinbarungen gefördert. Optik ALV: Rund 5% der im RAV angemeldeten Kundinnen und Kunden weisen eine Mehrfachproblematik auf und werden von spezialisierten Personalberatern beraten und vermittelt.

### **Sous quelles conditions un cas est un cas CII (contacts informels, inscription parallèle, etc.) ? / Unter welchen Bedingungen ist ein Fall ein IIZ Fall (informelle Kontakte, parallele Anmeldung, usw.)?**

- Ein gemeinsames Verständnis über Kriterien bzw. Bedingungen eines IIZ-Falls existiert seit 2014 nicht mehr. Aus Sicht Amt für Arbeitslosenversicherung gelten folgende Kriterien für die Zuweisung eines RAV-Kunden, einer RAV-Kundin zur Wiedereingliederungsstrategie IIZ:
- «Sie leiden an einer gesundheitlich bedingten Einschränkung der Arbeitsfähigkeit, die länger als zwei Monate dauert (ärztlich bescheinigt) und/oder
- Sie erhalten Leistungen einer anderen Versicherung oder vom Sozialdienst und es besteht ein Koordinationsbedarf zwischen den Leistungserbringern.»

### **Remarques – Défis / Anmerkungen – Herausforderungen:**

- Immer wieder über die Systemgrenzen hinausdenken und Lösungen finden





- Erfolge der IIZ als Ganzes sichtbar machen (z.B. aus volkswirtschaftlicher Sicht), ergänzend zur Wirkungsmessung der einzelnen Organisationen auf Fallebene
- Umsetzung der Maximen «Arbeit dank Bildung» für unter 25-Jährige sowie «Arbeit dank Qualifizierung» für über 25-Jährige
- In Zeiten von Krisen (z.B. Pandemie) zeigt sich ein Widerspruch zwischen zwei Tendenzen: a) IIZ-Geschäfte rücken in den Hintergrund und eigene Amtsgeschäfte in den Vordergrund, b) top-down werden in kürzester Zeit erstaunliche Dispositionen getroffen (z.B. max. 120 zusätzliche ALV-Taggelder zur Vermeidung von Aussteuerungen und Verlängerung der Rahmenfrist für den Leistungsbezug um zwei Jahre), was für normale Zeiten eine Chance aus Sicht der IIZ darstellen kann
- Die Vollzugsstellen (IV, ALV, SH, Berufsbildung) selber und/oder die von ihnen mandatierten Anbieter sind bzgl. Gunst der Arbeitgeber im Hinblick auf den Integrationsbedarf in Berufsbildung und Arbeitsmarkt Konkurrenten

#### Contact / Kontakt:

*Fachstelle IIZ, AVA Amt für Arbeitslosenversicherung, Lagerhausweg 10, 3018 Bern*

*Rodolphe Vuille, Leiter, +41 31 635 37 57, [rodolphe.vuille@be.ch](mailto:rodolphe.vuille@be.ch)*

*Ursula Niederhauser, Projektleiterin, +41 31 636 72 23, [ursula.niederhauser@be.ch](mailto:ursula.niederhauser@be.ch)*

*[www.iiz.sites.be.ch/iiz\\_sites/de/index/navi/index.html](http://www.iiz.sites.be.ch/iiz_sites/de/index/navi/index.html)*



### 3. IIZ im Kanton Basel-Landschaft

#### Organisation stratégique / strategische Organisation:

Im Kanton Basel-Landschaft besteht seit dem 2. Mai 2000 ein IIZ-Steuerungsausschuss. Die darin vertretenen Institutionen sind: die Invalidenversicherung (IV), das Amt für Industrie, Gewerbe und Arbeit (KIGA), die Hauptabteilung Berufsbildung und Berufsberatung der Dienststelle Berufsbildung, Mittelschulen und Hochschulen der BKSD [BMH]), das Kantonale Sozialamt (KSA) und der Fachbereich Integration (FIBL).

Der IIZ-Ausschuss ist für die strategische Ausrichtung der IIZ im Kanton verantwortlich. So werden Projekte die verschiedene IIZ-Partner betreffen, koordiniert, oder bei Bedarf neue Projekte initiiert und Lösung gemeinsam erarbeitet.

#### Organisation opérationnelle / operative Organisation:

Die IIZ findet in der täglichen Praxis hauptsächlich bilateral zwischen den betroffenen Stellen statt. Konkret werden je nach Fall unterschiedliche Instrumente und Massnahmen angewendet, um eine interinstitutionelle Zusammenarbeit zu ermöglichen. So werden Runde Tische mit den Betroffenen organisiert, oder die Stellen tauschen sich direkt untereinander aus und suchen bilateral nach einer angemessenen Lösung. Liegt für einen Fall eine IIZ-Ermächtigung vor, ist ein Austausch zwischen den Stellen rasch und unkompliziert möglich, wenn dies der Fall verlangt.

#### Existe-t-il une description des processus standards pour la CII ? / Gibt es eine Beschreibung der Standard-Prozesse bei IIZ-Fällen?

Non/Nein: Für die Bearbeitung von IIZ-Fällen gibt es keine Workflows für Standardabläufe oder ähnliches. Die Zusammenarbeit findet fallspezifisch zwischen den involvierten Stellen statt. Dabei bildet die Ermächtigung für den Datenaustausch die Grundlage. Der Fallaustausch finde jeweils individuell telefonisch, in einer Sitzung etc. statt.

#### Bases légales cantonales / gesetzliche Grundlagen:

Es gibt im Kanton Basel-Landschaft keine gesetzliche Grundlage für die IIZ.

#### Le nombre de situations concernées par année / Anzahl bearbeitete IIZ-Fälle pro Jahr :

	2016	2017	2018	2019
IIZ-Fälle RAV	160	364	319	247
IIZ-Fälle IV	620	630	479	k.A.
Total	780	994	798	k.A.

Beim RAV sind als IIZ-Fall alle Fälle erfasst, in welchen eine andere Sozialversicherung (meist die IV) oder die Sozialhilfe involviert ist und wenigstens eine Vereinbarung zwischen dem RAV und der anderen Institution zum Austausch bestimmter Unterlagen besteht. Ob darüber hinaus eine gemeinsame, aufeinander abgestimmte Fallarbeit durchgeführt wurde, wurde im genannten Zeitraum statistisch nicht erhoben.

#### Sous quelles conditions un cas est un cas CII (contacts informels, inscription parallèle, etc.) ? / Unter welchen Bedingungen ist ein Fall ein IIZ Fall (informelle Kontakte, parallele Anmeldung, usw.)?

Ob eine Mehrfachproblematik vorliegt bzw. parallele Anmeldungen gemacht wurden, wird in jedem Fall individuell angeschaut. Gibt es IIZ-relevante Themen, unterzeichnet die versicherte Person eine Ermächtigung zum Datenaustausch. Dies ist notwendig, damit sich die jeweiligen Behörden datenschutzkonform austauschen können. Das Vorhandensein einer IIZ-Ermächtigung macht aber noch keinen IIZ-Fall aus. Eine solche Ermächtigung stellt sicher, dass, wenn auf der einen oder anderen Seite ein Problem auftaucht, der Austausch datenschutzkonform und unmittelbar stattfinden kann.

#### Remarques – Défis / Anmerkungen – Herausforderungen:

Im Kanton Basel-Landschaft ist zurzeit eine Teilrevision des Sozialhilfegesetzes in Vernehmlassung. Mit der Teilrevision wird voraussichtlich die gesetzliche Grundlage geschaffen, um ein kantonales Assessmentcenter einzurichten. Dieses soll als IIZ-Drehscheibe konzipiert werden. Bei komplexen Fällen sollen Expertinnen und



Experten der einzelnen IIZ-Einrichtungen einfach konsultiert werden können und bei Bedarf Massnahmen abgestimmt werden. Weiter bietet das Assessmentcenter einen fest institutionalisierten runden Tisch an, an dem sich Lösungen direkt mit den involvierten Stellen behandeln lassen. Dabei lassen sich auch das weitere Vorgehen gemeinsam planen und koordinieren. Als zentrale Aufgaben wird das Assessmentcenter Abklärungen zur Arbeitsmarktfähigkeit und Potentialabklärungen durchführen.

Im September 2019 startete in einzelnen RAV des Kantons das Projekt «Fachstelle Eingliederung» (FaE). Versicherte Personen mit Begleitproblematiken in physischer und oder psychischer Hinsicht werden nach einem festgelegten Konzept beraten. Die Beratung erfolgt nach den Grundsätzen des Case Management, der Einbezug anderer involvierter Stellen ist dabei zentral und wird aktiv betrieben. Dabei gelang es in der bisherigen Projektzeit, vereinzelt (insb. mit der IV) konkrete IIZ-Strukturen in der gemeinsamen Fallarbeit zu schaffen.

Herausforderungen bestehen dabei insbesondere in Belangen des Datenschutzes und aufgrund der unterschiedlichen versicherten Risiken der beiden Sozialversicherungen. Die einzelnen Phasen der Fallarbeit, insbesondere der Fallabklärung, verlaufen in der Regel nicht parallel und mit unterschiedlichen zeitlichen Abläufen. Hier dürften die geschaffenen Strukturen der Zusammenarbeit aber zu einer verbesserten Koordination führen.

Im Bereich der IIZ mit den Sozialdiensten wird seit Sommer 2019 die Meldepflicht von arbeitsmarktfähigen vorläufig aufgenommenen Personen und anerkannten Flüchtlingen (VA/Flü) durch die Sozialdienste an die RAV umgesetzt. Die Abteilung Arbeitsvermittlung des Kantonalen Amt für Industrie, Gewerbe und Arbeit BL ist seither aktiv daran, die Sozialdienste der Gemeinden über diese neue Obliegenheit zu informieren und insbesondere den Begriff der Arbeitsmarktfähigkeit zu erläutern. Die Gemeinden werden bei dieser Gelegenheit auch darüber informiert, dass auch andere Personen, die beim Sozialdienst angemeldet sind, vom RAV bei der Arbeitsmarktintegration unterstützt werden können, sofern die Kriterien der Arbeitsmarktfähigkeit erfüllt sind. Kommt es zu Anmeldungen von VA/Flü bei den RAV, erfolgt der aktive Miteinbezug des Sozialdienstes in die Fallarbeit.

Herausforderungen bestehen hierbei zum einen bei der Erreichbarkeit der jeweiligen Fallbetreuung bei den Sozialdiensten und sicherlich auch bei der gemeinsamen strategischen Planung der Arbeitsmarktintegration der VA/Flü. Zudem zeigt sich, dass das Verständnis der definierten Kriterien der Arbeitsmarktfähigkeit teilweise unterschiedlich ist. VA/Flü werden an die RAV zugewiesen, obwohl die Kriterien dafür (noch) nicht erfüllt sind. Die involvierten Sozialdienste zeigen sich aber interessiert an einer gemeinsamen Fallarbeit und es ist in diesem Bereich in Zukunft mit einer Intensivierung der IIZ zu rechnen.

#### Contact / Kontakt:

*Lea Wirz, lea.wirz@bl.ch , 061 552 61 87*



## 4. IIZ im Kanton Basel-Stadt

---

### Organisation stratégique / strategische Organisation:

Regelmässiger Austausch der Behördenleitungen

### Organisation opérationnelle / operative Organisation:

Bilaterale Zusammenarbeit zwischen den involvierten Behörden

### Existe-t-il une description des processus standards pour la CII ? / Gibt es eine Beschreibung der Standard-Prozesse bei IIZ-Fällen?

Oui/Ja – teilweise:

Zusammenarbeitsvereinbarung Sozialhilfe Basel-Stadt / IV-Stelle Basel-Stadt

- Kooperationsvereinbarung Arbeitsintegrationszentrum (SH) – "Enter" Case-Management Berufsbildung für Erwachsene (Erziehungsdepartement)
- Kooperationsvereinbarung Gap – Case Berufsbildung und Team junge Erwachsene der Sozialhilfe (in Bearbeitung)
- Prozessdefinitionen Sozialhilfe Basel-Stadt/RAV

Asylsuchenden, VA und Flüchtlinge: Die wirtschaftliche Hilfe, soziale und berufliche Integration dieser Personen wird in BS von der Sozialhilfe erbracht. Schnittstellen sind daher amtsintern. Potenzialabklärung wird genutzt.

### Bases légales cantonales / gesetzliche Grundlagen:

Aufgrund der gesetzliche Grundlagen der jeweiligen Behörde. Zusätzliche kantonale Grundlagen sind nicht vorhanden.

### Le nombre de situations concernées par année / Anzahl bearbeitete IIZ-Fälle pro Jahr :

- SH – IV: wird nicht systematisch erfasst
- SH – RAV: keine
- RAV – IV: Personen mit IV-Anmeldung werden vom RAV systematisch erfasst (200-400 Fälle pro Jahr), Zusammenarbeit erfolgt fallbezogen
- SH – ED: 50 Fälle jährlich

### Sous quelles conditions un cas est un cas CII (contacts informels, inscription parallèle, etc.) ? / Unter welchen Bedingungen ist ein Fall ein IIZ Fall (informelle Kontakte, parallele Anmeldung, usw.)?

Es sind keine formellen Kriterien vorhanden.

### Remarques – Défis / Anmerkungen – Herausforderungen:

- Einhaltung des Datenschutzes
- Verbesserung der IIZ zwischen den beteiligten Behörden

### Contact / Kontakt:

#### IIZ Koordinator und Ansprechperson Sozialhilfe BS

*Departement für Wirtschaft, Soziales und Umwelt des Kantons Basel-Stadt Sozialhilfe  
Bernhard Heeb*

*Bereichsleiter Migration + Integration*

*Hardstrasse 95, Postfach 4067, 4002 Basel, Tel: +41 61 267 58 71, bernhard.heeb@bs.ch*



## 5. CII du canton du Fribourg

### Organisation stratégique / strategische Organisation:

La Collaboration interinstitutionnelle (CII) du canton de Fribourg est une stratégie commune des Offices régionaux de placements (ORP), de l'Office cantonal de l'assurance-invalidité (OAI) et des Services sociaux régionaux (SSR), pour prévenir le chômage de longue durée et contribuer à la réinsertion professionnelle. Actuellement, la CII est principalement orientée sur la prise en charge des bénéficiaires avec une problématique de santé. Elle est pilotée par une **Commission cantonale nommée par le Conseil d'Etat**. Celle-ci définit les orientations stratégiques et s'appuie sur un coordinateur cantonal (90%), ainsi qu'une secrétaire (10%).

### Organisation opérationnelle / operative Organisation:

Le dispositif opérationnel CII est composé de 3 équipes interdisciplinaires comportant chacune un conseiller AI, un assistant social, un conseiller ORP, un médecin-conseil et le coordinateur cantonal (EPT : environ 10-20% par personne). Les médecins-conseil sont des médecins indépendants travaillant pour la CII sous la forme de mandats. A l'aide de ces équipes, la CII propose les prestations suivantes :

- **Evaluations Medval** à l'aide des équipes interdisciplinaires mentionnées ci-dessus. Il s'agit d'une évaluation médicale et interinstitutionnelle. Elle est un outil d'orientation et d'aide à la décision qui permet aux conseillers ORP et assistants sociaux de mieux comprendre la problématique de santé de leurs bénéficiaires, les enjeux institutionnels, et d'associer les médecins traitants aux projets de réinsertion.
- **Formations initiales** et continues à la CII pour les professionnels des 3 dispositifs partenaires.
- **Développement** de projets CII cantonaux.

### Existe-t-il une description des processus standards pour la CII ? / Gibt es eine Beschreibung der Standard-Prozesse bei IIZ-Fällen?

Oui:

- Le processus Medval est expliqué dans les brochures Medval ([www.fr.ch/iiz](http://www.fr.ch/iiz) français et allemand)
- La démarche PI+ est également expliquée dans une brochure ([www.fr.ch/iiz](http://www.fr.ch/iiz) français et allemand)

### Bases légales cantonales / gesetzliche Grundlagen:

- Loi sur l'emploi et le marché du travail LEMT, art. 98, 99 et 100 ;
- Arrêté du Conseil d'Etat du 3 juillet 2007 ;
- Arrêté du Conseil d'Etat du 16 avril 2002 ;
- Règlement de fonctionnement de la Commission cantonale CII (en cours de validation)
- Conventions de collaboration entre l'Office AI et le Service public de l'emploi (2018), et entre le Service public de l'emploi et le Service de l'action sociale (2014)

### Le nombre de situations concernées par année / Anzahl bearbeitete IIZ-Fälle pro Jahr :

- Medval : environ 106 par année en moyenne (entre 2018 et 2019)
- PI+ : environ 260 par année en moyenne (entre 2013 et 2018)
- Plateforme Jeunes : 1182 par année (en 2017/18)



**Sous quelles conditions un cas est un cas CII (contacts informels, inscription parallèle, etc.) ? / Unter welchen Bedingungen ist ein Fall ein IIZ Fall (informelle Kontakte, parallele Anmeldung, usw.)?**

Dans le canton de Fribourg, il n'y a que les cas annoncés pour des évaluations Medval qui sont pour l'instant formellement considérés comme des cas CII.

**Remarques – Défis / Anmerkungen – Herausforderungen:**

D'autres démarches de collaboration interinstitutionnelle existent dans le canton, mais ne dépendent pas de la Commission cantonale CII. Par exemple :

- Les **Pôles insertions plus (PI+)**, tandems comprenant un assistant social et un conseiller ORP qui coachent de manière intensive et sur une durée maximale de 9 mois les demandeurs d'emplois sans droit aux indemnités de chômage et au bénéfice de l'aide matérielle. Ils coordonnent l'octroi coordonné de mesures d'insertion sociale (MIS) et de mesures d'insertion professionnelle (contrats LEMT- loi sur l'emploi et le marché du travail).
- La **Commission cantonale pour les jeunes en difficulté d'insertion dans la vie professionnelle (CJD)** a pour objectif de favoriser la transition entre les degrés secondaires I et II ainsi que la transition vers le marché de l'emploi à l'issue de la formation. Les jeunes concernés se situent entre la première année du cycle d'orientation et l'entrée du marché du travail. La Plateforme Jeunes (PFJ), qui existe depuis 2001, constitue le pivot principal dans la transition I. Elle a pour objectif d'orienter le jeune vers la mesure adaptée à ses besoins (SeMo ou de PréFo, préapprentissage, cours d'intégration, etc.). Durant l'année scolaire 2017/18, 1182 dossiers de jeunes ont été pris en charge.

**Contact / Kontakt:**

Nicolas Gehriger  
coordinateur cantonal CII  
026/305 52 25  
nicolas.gehriger@fr.ch  
www.fr.ch/cii, www.fr.ch/iiz



## 6. CII du canton de Genève

### Organisation stratégique / strategische Organisation:

La cii'm (Collaboration interinstitutionnelle Montbrillant) se caractérise par l'absence d'une stratégie déterminée visant à atteindre des buts clairement fixés. Au-delà du bon fonctionnement de terrain sur les cas identifiés, la cii'm n'est pas pilotée de manière active avec des décisions concrètes devant permettre d'atteindre des objectifs SMART. Il n'est dès lors pas étonnant qu'il n'existe pas d'indicateurs à proprement parler et que l'action de la CII ne soit mesurée ni au plan quantitatif, ni au plan qualitatif.

### Organisation opérationnelle / operative Organisation:

La structure de la cii'm est très informelle et souple. Le dispositif n'a pas une hiérarchie interne reconnue et formalisée dans un organigramme et ne repose pas sur des bases légales ou réglementaires qui clarifieraient qui fait quoi, à quel moment, de quelle manière et avec quelles marges de manœuvre. Aujourd'hui, les organes de la CII sont :

- le comité de pilotage, qui regroupe sous la présidence de l'adjoint de direction du pôle insertion de l'OAIS (Philippe Nussbaum), les trois responsables institutionnels de la CII ainsi que, depuis 2018, le délégué à l'intégration des étrangers (avec un statut de membre invité) ;
- le pool de référents CII de terrain, qui organise toutes les semaines des rencontres bilatérales ou trilatérales et réalise les *assessments* ;
- des référents gestion de l'AI, dont la mission est de fournir à l'HG et à l'OCE des informations concernant les demandes en cours venant de leur public ; Cette structure est très informelle et n'est formalisée dans aucun acte administratif. La participation des trois institutions ne repose dans les faits que sur la volonté des directions d'allouer des ressources à ce dispositif. De ce fait, l'organisation pourrait être modifiée à tout moment par une décision unilatérale.
- D'ailleurs, formellement, la CII n'emploie personne et ne prend aucune décision, dans la mesure où chaque collaborateur est uniquement employé par son institution et travaille au sein de la CII en application de son cadre légal de référence (aide sociale, assurance chômage, assurance-invalidité).

### Remarques

Il n'y a pas une vision et une volonté politique claires concernant la collaboration interinstitutionnelle, aussi à cause des répartitions au sein des départements fédéraux et cantonaux et de la temporalité politique (recherche de résultats à court terme).

Il y a également peu de soutien des directions, un investissement des cadres trop faible pour faire vivre et évoluer la CII et peu d'injonctions au terrain pour recourir systématiquement à la CII. Pas d'obligation de se coordonner, de valoriser le travail déjà accompli par un partenaire.

### Existe-t-il une description des processus standards pour la CII ? / Gibt es eine Beschreibung der Standard-Prozesse bei IIZ-Fällen?

Non

### Bases légales cantonales / gesetzliche Grundlagen:

Loi sur l'insertion et l'aide sociale individuelle (LIASI): Art4, Art. 42D et Art. 42E.



**Le nombre de situations concernées par année / Anzahl bearbeitete IIZ-Fälle pro Jahr :**

Il n'y a pas de monitoring mise en place actuellement pour compter le nombre de cas CII par année.

**Sous quelles conditions un cas est un cas CII (contacts informels, inscription parallèle, etc.) ? / Unter welchen Bedingungen ist ein Fall ein IIZ Fall (informelle Kontakte, parallele Anmeldung, usw.)?**

Suite à des échanges informelles entre les collaborateurs CII de l'Hospice général, l'AI et l'OCE

**Remarques – Défis / Anmerkungen – Herausforderungen:**

- Développer un monitoring pour recenser les cas CII
- Formaliser et institutionnaliser la CII Genève (convention?)
- La CII n'est pas une priorité politique
- La CII est partagé entre deux départements (DCS et DSES), manque de vision commune.

**Contact / Kontakt:**

*Philippe Nussbaum*

*Adjoint de direction – Politiques d'insertion*

*REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE*

*Département de la cohésion sociale (DCS)*

*Office de l'action, de l'insertion et de l'intégration sociales (OAIS)*

*Bd Georges-Favon 26*

*Case postale 5684 - 1211 Genève 11*

*Tél. +41 (0)22 546 51 62*

*E-mail : philippe.nussbaum@etat.ge.ch*





## 7. CII du canton du Jura

### Organisation stratégique / strategische Organisation:

La Collaboration Interinstitutionnelle (CII) de base du canton du Jura est une stratégie commune des Offices régionaux de placements (ORP), de l'Office cantonal de l'assurance-invalidité (OAI) et des Services sociaux régionaux (SSR). Son but est de prévenir le chômage de longue durée et contribuer à la réinsertion professionnelle des personnes les plus fragilisées. Actuellement, la CII est principalement orientée sur la prise en charge des bénéficiaires présentant une problématique de santé et/ou de réinsertion professionnelle avérée. Elle est pilotée par une Commission cantonale qui définit les orientations stratégiques et qui s'appuie sur des coordinateurs-trices chargé-es de veiller à sensibiliser et informer, au sein de leur entité respective. Ces mêmes personnes représentent chacune une des entités précédemment citées.

### Organisation opérationnelle / operative Organisation:

La structure de la cellule CII JU est à la fois informelle et souple. Le dispositif n'a pas une hiérarchie interne reconnue et formalisée dans un organigramme et ne repose pas sur des bases légales ou réglementaires qui clarifieraient qui fait quoi, à quel moment, de quelle manière et avec quelles marges de manœuvre. Aujourd'hui, les organes de la CII se composent comme suit :

Le comité de pilotage regroupe sous la responsabilité du chef d'office ORP (Pascal Chételat), les trois responsables institutionnels de la CII de base que sont :

1. Le Service cantonal de l'action sociale (respectivement le Service Social Régional)
2. L'Office de l'Assurance-Invalidité
3. Le Service de l'Emploi (respectivement, L'Office Régional de Placement)

En fonction des besoins et des situations, d'autres entités (SUVA ou autres) peuvent intégrer la cellule CII.

Le team de référents CII terrain organise toutes les 6 semaines environ, voire plus si nécessaire, des rencontres bilatérales ou trilatérales et réalise les Assessments. La participation des trois institutions ne repose dans les faits, que sur la volonté des directions de tenter de traiter le plus rapidement possible les situations complexes exposées mais également, d'allouer des ressources à ce dispositif. De ce fait, l'organisation pourrait être modifiée à tout moment par une décision collégiale. À ce sujet, des réflexions conjointes aux dispositifs impliqués dans cette démarche, sont actuellement en cours afin d'évaluer la pertinence de créer un poste de chargé CII cantonal.

Actuellement et formellement, la CII n'emploie personne et ne prend aucune décision, dans la mesure où chaque collaborateur est uniquement employé par son institution et travaille au sein de la CII en application de son cadre légal de référence (aide sociale, assurance chômage, assurance-invalidité).

### Existe-t-il une description des processus standards pour la CII? / Gibt es eine Beschreibung der Standard-Prozesse bei IIZ-Fällen?

Non/Nein : Cette description est actuellement en cours de remise à jour, en lien avec l'évolution de la pratique nouvellement établie.

### Bases légales cantonales / gesetzliche Grundlagen:

- ✓ Loi du 06 décembre 2000 sur les mesures en faveur des demandeurs d'emploi (LMDE)
- ✓ Ordonnance sur les mesures cantonales en faveur des demandeurs d'emplois.
- ✓ Convention de collaboration interinstitutionnelle AI-RCJU/ ORP.
- ✓ Convention de collaboration interinstitutionnelle SAS-RCJU/ORP.



**Sous quelles conditions un cas est un cas CII (contacts informels, inscription parallèle, etc.) ? / Unter welchen Bedingungen ist ein Fall ein IIZ Fall (informelle Kontakte, parallele Anmeldung, usw.)?**

- ✓ Pluralité des problématiques (santé-social-financière).
- ✓ Retour à l'emploi compromis par des difficultés liées à l'âge et le manque de formation.
- ✓ Autres profils possibles de type : public allophone, jeunes adultes présentant une problématique d'addiction.

**Remarques – Défis / Anmerkungen – Herausforderungen:**

Pour des questions organisationnelles internes, les travaux relatifs à la pertinence de créer un poste de coordinateur cantonal CII ont été interrompus. Les réflexions en lien avec ce sujet devraient reprendre à l'automne 2020.

**Contact / Kontakt:**

Lauria Borer, coordinatrice CII opérationnelle, 032 420 88 55, [lauria.borer@jura.ch](mailto:lauria.borer@jura.ch)



## 8. IIZ im Kanton Luzern

### Organisation stratégique / strategische Organisation:

Die Arbeitslosenversicherung (ALV), die Invalidenversicherung (IV) und der Zweckverband für institutionelle Sozialhilfe und Gesundheitsförderung ZiSG für die Sozialhilfe (SH) führten ab 1. März 2009 im ganzen Kanton Luzern die Interinstitutionelle Zusammenarbeit gemäss dem nationalen IIZ-MAMAC-Prozess ein. IIZ-MAMAC hat zum Ziel, Personen mit komplexen Mehrfachproblematiken in einem Institutionen übergreifenden Prozess möglichst rasch wieder in den ersten Arbeitsmarkt zu integrieren. Die strategische Leitung für die IIZ übernimmt die IIZ-Führungsgruppe. Zur Organisation der Zusammenarbeit der Fachpersonen der beteiligten Institutionen wird eine IIZ-Koordinationsstelle eingesetzt. Die Mitarbeitenden der ALV, IV, SH, bsIb, und allfälligen weiteren Beteiligten führen die fallspezifische Zusammenarbeit durch.

Die Führungsgruppe setzt sich zusammen aus je einem Mitglied der IV-Stelle, der Dienststelle Wirtschaft und Arbeit (wira), des Zweckverbandes institutionelle Sozialhilfe und Gesundheitsförderung ZiSG, der Dienststelle Soziales und Gesellschaft, der Berufs-, Studien- und Laufbahnberatung und des Sozialvorsteherverbandes Luzern (SVL).

Die Führungsgruppe trägt die oberste Verantwortung für die inhaltliche Ausgestaltung des IIZ-MAMAC-Prozesses im Kanton Luzern. Zur Umsetzung setzt sie eine IIZ-Koordinationsstelle ein.

### Organisation opérationnelle / operative Organisation:

Die IIZ-Koordinationsstelle ist organisatorisch bei WAS IV Luzern angegliedert. Die Stelle ist mit 60% besetzt und beinhaltet einen Leiter IIZ und eine Stellvertretung. Die Aufgabenbereiche definieren sich wie folgt:

- Führen der IIZ-Koordinationsstelle
- Weiterentwicklung von IIZ im Kanton Luzern im Sinne der IIZ-Führungsgruppe
- Erarbeitung von Abläufen und Arbeitsinstrumenten zur Umsetzung der interinstitutionellen Zusammenarbeit
- Organisation, Moderation und Protokollierung der IIZ-Standortgespräche
- Unterstützung und Förderung der beteiligten Fachleute bezüglich IIZ
- Statistische Erfassung der Einzelfälle
- Regelmässige Berichterstattung ans IIZ-Führungsgremium (Reporting)
- Aktive Kommunikation von IIZ (Besuche bei den IIZ-Institutionen, Präsentationen, Produktion von Kommunikationsmitteln, etc.)

### Existe-t-il une description des processus standards pour la CII? / Gibt es eine Beschreibung der Standard-Prozesse bei IIZ-Fällen?

Oui/Ja → Können Sie bitten die entsprechenden Unterlagen Ihrer Antwortmail beilegen

### Bases légales cantonales / gesetzliche Grundlagen:

- Regierungsratsbeschluss vom August 2006
- Vereinbarung zur interinstitutionellen Zusammenarbeit (Projekt IIZ-MAMAC) im Kanton Luzern vom November 2008
- Organisations- und Geschäftsreglement der IIZ-Führungsgruppe vom Januar 2009
- IIZ Jahresplanung
- Vorgaben der IIZ-Führungsgruppe

### Le nombre de situations concernées par année / Anzahl bearbeitete IIZ-Fälle pro Jahr :

20



**Sous quelles conditions un cas est un cas CII (contacts informels, inscription parallèle, etc.) ? / Unter welchen Bedingungen ist ein Fall ein IIZ Fall (informelle Kontakte, parallele Anmeldung, usw.)?**

Die Fälle werden in der Regel – manchmal nach Absprache mit der IIZ-Koordinationsstelle – von den Partnerinstitutionen angemeldet. Als Basis dient eine unterzeichnete IIZ-Vollmacht.

Ein IIZ-Prozess wird gestartet, wenn zwischen den Institutionen erhöhter Koordinationsbedarf besteht. Das eigentliche Ziel – meistens die berufliche Wiedereingliederung – obliegt weniger in der Verantwortung von IIZ, sondern vielmehr bei den jeweiligen Institutionen und deren Instrumenten. Ein Fall, in dem lediglich die IV und das RAV involviert sind, ist nicht zwingend ein IIZ-Fall. Diesbezüglich soll die bilaterale Zusammenarbeit angestrebt und gefördert werden. Ziel soll sein, dass IIZ in den Institutionen gelebt wird.

**Contact / Kontakt:**

IIZ Luzern  
c/o WAS IV Luzern  
Landenbergstrasse 35 / Postfach  
6002 Luzern  
041 209 07 55  
[iiz@was-luzern.ch](mailto:iiz@was-luzern.ch)



## 9. CII du canton de Neuchâtel

### Organisation stratégique / strategische Organisation:

#### Organisation stratégique:

La Collaboration interinstitutionnelle (CII) du canton de Neuchâtel réunit les acteurs du domaine de l'insertion professionnelle par la formation et l'emploi au sein d'une Plateforme permettant l'échange et l'initiation de projets ou axes de réflexion.

- Depuis 2017, cette dernière a pour mandat :
- D'identifier les problèmes, les opportunités et les synergies potentielles touchant la CII
- Proposer des projets à mener en lien avec la thématique de l'insertion sociale et professionnelle afin de les soumettre aux départements politiques de tutelle (à Neuchâtel, le Département de l'Économie et de l'Action Sociale (DEAS) et le Département de l'Éducation et de la Famille (DEF))
- Formuler des préavis, mener des analyses pour le Conseil d'Etat
- Veiller à l'organisation des actions de formation, d'information et de sensibilisation au sein des entités sur les thèmes liés à la CII
- Assurer la représentation du canton dans la CII au niveau fédéral

### Organisation opérationnelle / operative Organisation:

#### Organisation opérationnelle :

La Plateforme CII du canton de NE est composée des directions des services/entités suivants :

- Le service cantonal de l'action sociale qui assure la présidence de la Plateforme
- Le service de l'emploi
- L'office de l'assurance-invalidité
- Le service des migrations
- Le service de la cohésion multiculturelle
- Le service des formations postobligatoires et de l'orientation

Le secrétaire général du DEF prend également part aux séances de la Plateforme CII de même que la Chargée de missions du DEAS.

Le secrétariat et le suivi des travaux de la Plateforme CII sont assurés par le coordinateur CII cantonal qui est rattaché tant à la direction du service cantonal de l'action sociale qu'au service de l'emploi via la direction de l'office du marché du travail.

**Existe-t-il une description des processus standards pour la CII ? / Gibt es eine Beschreibung der Standard-Prozesse bei IIZ-Fällen?**

**Bases légales cantonales / gesetzliche Grundlagen:**

**Le nombre de situations concernées par année / Anzahl bearbeitete IIZ-Fälle pro Jahr :**

**Sous quelles conditions un cas est un cas CII (contacts informels, inscription parallèle, etc.) ? / Unter welchen Bedingungen ist ein Fall ein IIZ Fall (informelle Kontakte, parallele Anmeldung, usw.)?**



#### **Remarques – Défis / Anmerkungen – Herausforderungen:**

D'autres démarches de collaboration interinstitutionnelle existent dans le canton mais ne dépendent pas directement de la Plateforme CII. Il s'agit de tout ce qui concerne la mise en place de la stratégie d'intégration professionnelle dont la déclinaison est assurée par des organes ad hoc (comité de pilotage présidé par le chef du DEAS, Plateformes IP avec les différents partenaires dont les services concernés). Cette réforme institutionnelle ayant pour objectif principal la refonte du dispositif d'appui aux demandeurs d'emploi implique les services/entités suivants :

- Les services sociaux régionaux pour les bénéficiaires de l'aide sociale
- Le domaine de la migration par le service des migrations, le service de la cohésion multiculturelle et les œuvres d'entraide (CSP/Caritas) pour les personnes issues de l'asile
- L'office de l'assurance-invalidité pour le public suivi par cet office
- Le service pénitentiaire pour les personnes arrivant au terme de l'exécution d'une sanction pénale
- Le service de l'emploi par l'office du marché du travail pour les demandeurs d'emploi inscrits à l'ORP Cette réforme est portée par les Autorités politiques cantonales suite à la validation du rapport 15.047 relatif à la stratégie d'intégration professionnelle en mars 2015 par le Grand Conseil ([https://www.ne.ch/medias/Documents/15/10/15.047\\_rapport%20IP.pdf](https://www.ne.ch/medias/Documents/15/10/15.047_rapport%20IP.pdf)).

#### **Contact / Kontakt:**

*Laurent Duding*  
*Coordinateur cantonal CII*  
*032/889 82 88*  
*laurent.duding@ne.ch*  
*www.ne.ch/cii*



## 10. IIZ in den Kantonen Ob- und Nidwalden

### Organisation stratégique / strategische Organisation:

#### Steuergruppe:

Strategieentwicklung, gesetzliche Grundlagen ausarbeiten.

- Leiter/in Ausgleichskasse und IV-Stelle OW
- Leiter/in Amt für Arbeit OW
- Leiter/in Arbeitsamt NW
- Leiter/in Ausgleichskasse und IV-Stelle NW
- Vorsteher Sozialamt
- Sozialvorsteher Alpnach

### Organisation opérationnelle / operative Organisation:

#### Geschäftsstelle:

- Anlauf- und Koordinationsstelle für die IIZ Institutionen bei IIZ Fragen
- Informations- und Organisationsdrehscheibe für IIZ Institutionen, IIZ Steuer- und Arbeitsgruppe
- Statistik und Information zur Evaluation der laufenden IIZ Aktivitäten
- Jährliche Aktualisierung der Personenliste

#### Arbeitsgruppe:

- Fachgremium für IIZ Fragen aller IIZ Beteiligten
- Organisation und Durchführung von IIZ Aktivitäten institutionsintern und -extern mit der IIZ Geschäftsstelle
- Organisiert 1x im Jahr einen Workshop, koordiniert und unterstützt den Austausch
- Controlling und Evaluation der IIZ Aktivitäten in den Institutionen

### Existe-t-il une description des processus standards pour la CII ? / Gibt es eine Beschreibung der Standard-Prozesse bei IIZ-Fällen?

Ja: Ablauf Schnittstellengespräch.

Schnittstellengespräch: wenn drei und mehr Institutionen involviert sind. Die IIZ Steuergruppe erklärt die Teilnahmen für verpflichtend. Die beteiligten Institutionen stellen ihren Mitarbeitenden die zeitlichen und personellen Ressourcen zur Verfügung.

### Bases légales cantonales / gesetzliche Grundlagen:

### Le nombre de situations concernées par année / Anzahl bearbeitete IIZ-Fälle pro Jahr :

Ca. 20 Fälle pro Jahr (OW u. NW)

### Sous quelles conditions un cas est un cas CII (contacts informels, inscription parallèle, etc.) ? / Unter welchen Bedingungen ist ein Fall ein IIZ Fall (informelle Kontakte, parallele Anmeldung, usw.)?

Es sind mindestens zwei unterschiedliche Organisationen involviert. Bei Klient/innen, die bei zwei Institutionen Leistungen beanspruchen, wird die Notwendigkeit eines Schnittstellengesprächs telefonisch abgeklärt. Es geht wie bei drei Institutionen darum, die Fallführung zu klären, Doppespurigkeiten zu entwirren und ein koordiniertes Vorgehen zu vereinbaren.

### Remarques – Défis / Anmerkungen – Herausforderungen:



**Contact / Kontakt:**

*IIZ-Geschäftsstelle Kt. Nidwalden, Obwalden*

*c/o IV-Stelle Nidwalden*

*Tanja Köpfli*

*Stansstaderstrasse 88*

*6371 Stans*

*<https://www.nw.ch/arbeitsamtdienste/4605>*





## 11. IIZ im Kanton St. Gallen

### Organisation stratégique / strategische Organisation:

#### IIZ-Koordinationsgremium:

Das Kantonale IIZ-Koordinationsgremium besteht aus 14 Organisationen aus den Bereichen Arbeitslosenversicherung, Invalidenversicherung, suva, Sozialhilfe und Weiteren. Die Mitglieder treffen sich ein bis zwei Mal jährlich. Das Gremium bespricht strategische Fragen der Interinstitutionellen Zusammenarbeit. Es legt die strategische Ausrichtung von kantonalen Koordinationsaufgaben fest und fördert eine zielgerichtete Zusammenarbeit der IIZ-Partner.

### Organisation opérationnelle / operative Organisation:

#### IIZ-Steuergruppe:

Die Kantonale IIZ-Steuergruppe besteht aus 4 Organisationen und trifft sich drei bis vier Mal jährlich. Sie nimmt sich aktiv Schnittstellenproblemen an, empfiehlt Verbesserungsmassnahmen und formuliert entsprechende Aufträge.

- Sozialversicherungsanstalt des Kantons St.Gallen / IV-Stelle
- Arbeitslosenversicherung, Amt für Wirtschaft und Arbeit
- Suva St. Gallen
- Soziale Dienste Stadt St.Gallen

#### IIZ-Expertengruppe:

Das IIZ-Expertengremium besteht aus 8 Organisationen und trifft sich ein bis zwei Mal jährlich. Sie fördert die aktive Zusammenarbeit zwischen Ärzten, Arbeitgebern, Versicherungen und Sozialämtern.

### Existe-t-il une description des processus standards pour la CII ? / Gibt es eine Beschreibung der Standard-Prozesse bei IIZ-Fällen?

Nein: Es gibt eine IIZ-Rahmenvereinbarung und Vereinbarung mit Sozialämtern (UWAG)

### Bases légales cantonales / gesetzliche Grundlagen:

- IVG
- AVIG
- kantonales Sozialhilfegesetz

### Le nombre de situations concernées par année / Anzahl bearbeitete IIZ-Fälle pro Jahr :

2019 wurden 813 IIZ-Fälle abgeschlossen.

### Sous quelles conditions un cas est un cas CII (contacts informels, inscription parallèle, etc.) ? / Unter welchen Bedingungen ist ein Fall ein IIZ Fall (informelle Kontakte, parallele Anmeldung, usw.)?

Aus Sicht RAV ist wenigstens eine weitere Institution (z.B. IV, Sozialhilfe, Unfallversicherung) involviert und die Vertreter der Institutionen treffen sich persönlich wenigstens einmal zur Koordination am runden Tisch. Der Stellensuchende ist anwesend.

Ein Fall ohne dieses persönliche Koordinationsmeeting oder ohne Beteiligung des RAV wird im Kanton St. Gallen nicht als IIZ-Fall bezeichnet.

### Remarques – Défis / Anmerkungen – Herausforderungen:



**Contact / Kontakt:**

*Michael Rimle*

*IV-Stelle*

*Leiter Berufliche Integration*

*SVA St.Gallen*

*Brauerstrasse 54, 9016 St.Gallen*

*Telefon 071 282 65 45*

*michael.rimle@svasg.ch*

*<https://www.sg.ch/wirtschaft-arbeit/iiz-interinstitutionelle-zusammenarbeit.html>*



## 12. IIZ im Kanton Schaffhausen

### Organisation stratégique / strategische Organisation:

Bisher 2 (bis 3) Treffen der Gremiumssitzung, Vorsitz durch das Arbeitsamt, vertreten sind sowohl die verschiedenen Dienststellen wie auch Anbieter.

Parallel dazu werden je nach Bedarf themenorientierte Projektgruppen gebildet, welche zum Thema Lösungen sucht und diese umsetzt (Bsp. IAS, Case Management Jugendliche, etc.).

Die zukünftige IIZ Organisation ist in Diskussion. Ein erster Entscheid wurde gefällt, der Vorsitz wird durch 2 Vertreter (Dienststellenleiter) übernommen, es wird ein strategisches Gremium geben sowie ein Info-/Austauschgremium.

### Organisation opérationnelle / operative Organisation:

- ERFA Gruppe IIZ: 2-3 Sitzungen pro Jahr, Erfahrungsaustausch mit den Hauptzulieferern im IIZ-Bereich (Sozialhilfe, Asylwesen, IV).
- Weitere nach Bedarf (Fall- oder themenorientiert)
- Parallele Vernetzung der gleichen Player in diversen Arbeitsgruppen und Verbänden, wodurch ein zusätzlicher Austausch möglich ist.

Die operativen Gremien werden zukünftig eher themen- und projektspezifisch zusammengesetzt.

### Existe-t-il une description des processus standards pour la CII ? / Gibt es eine Beschreibung der Standard-Prozesse bei IIZ-Fällen?

Ja: Der Ablauf sowie die wichtigsten Regeln sind im Qualitätshandbuch niedergeschrieben. Formular IIZ-Auftrag bei RAV → Standardprozess (IIZ-Triage/Fälle mit Potenzial, Anmeldegespräche, Erstgespräch, Beratung).

### Bases légales cantonales / gesetzliche Grundlagen:

### Le nombre de situations concernées par année / Anzahl bearbeitete IIZ-Fälle pro Jahr :

80 – 100 Fälle pro Jahr

Die Definition von IIZ Fällen ist aktuell nur innerhalb des RAV als solche deklariert, daneben läuft die Integrationsvorlehre, das Case Management BIZ, etc.

Wenn das RAV nicht involviert ist, sind diese Fälle nicht als IIZ Fälle identifiziert, was aber nicht heisst, dass keine IIZ stattfindet.

### Sous quelles conditions un cas est un cas CII (contacts informels, inscription parallèle, etc.) ? / Unter welchen Bedingungen ist ein Fall ein IIZ Fall (informelle Kontakte, parallele Anmeldung, usw.)?

Siehe oben - Grundsätzlich wird ein IIZ-Fall offiziell beim RAV angemeldet (Auftragsformular). Je nach Situation, Potential, etc. werden die weiteren Fallbeteiligten beigezogen resp. findet eine Koordination statt.

### Remarques – Défis / Anmerkungen – Herausforderungen:

Es gibt wenige Bereiche, welche sich nicht auf eine verbindliche Zusammenarbeit einlassen (wollen).

Hier findet ein Austausch nur nach Auflagen des ATSG statt. Mit den meisten Dienststellen im Kanton hat sich die Zusammenarbeit jedoch etabliert.

Die unterschiedlichen Zielsetzungen sind dabei eine Herausforderung und können auch eine Hürde sein (Gesetzl. Widersprüche IVG-AVIG; SKOS-Richtlinien und Anforderungen des Arbeitsmarktes etc.)

### Contact / Kontakt:

Adi Bächtold, IIZ Koordinator Kanton SH, [Adi.baechtold@ktsh.ch](mailto:Adi.baechtold@ktsh.ch), 052 632 70 32,



## 13. IIZ im Kanton Solothurn

### Organisation stratégique / strategische Organisation:

Im Rahmen der Umsetzung der Integrationsagenda Schweiz hat der Regierungsrat beschlossen ein integrales Integrationsmodell (IIM) für den Kanton Solothurn zu entwickeln (RRB 2018/2026 vom 18.12.2018). Der Auftrag des Regierungsrates in Ziffer 2.6 lautet:

#### IIZ-Leitung

Leitungsorgan der IIZ sind:

- Regierungsrat (Kanton)
- Verband Solothurner Einwohnergemeinden (Einwohnergemeinden)
- Solothurner Handelskammer (Wirtschaft)
- Kantonal-Solothurnischer Gewerbeverband (Wirtschaft).

#### IIZ-Steuerung

Die Steuerung der IIZ wird durch das IIZ-Entwicklungs- und Koordinationsgremium wahrgenommen:

- Amt für soziale Sicherheit (Sozialhilfe; Integration-Migration u.a.)
- Amt für Berufs-, Mittel- und Hochschulen (Berufs- und Weiterbildung; Bildungsintegration)
- Amt für Wirtschaft und Arbeit (ALV; Arbeitsintegration)
- IV-Stelle Kanton Solothurn (IV)
- Verband Solothurner Einwohnergemeinden (Soziale Integration; Sozialhilfe u.a.)
- Sozialregionen (Sozialhilfe)
- Solothurnische Handelskammer (Wirtschaft)
- Kantons-Solothurnischer Gewerbeverband (Wirtschaft)

Themenbasiert können weitere Partner einbezogen werden:

- Volksschulamt
- Gesundheitsamt
- Migrationsamt
- Koordinationsstelle Integration im AGS
- Bereich Arbeitsmarktintegration im AWA
- Bereich Berufliche Integration im ABMH
- Kantonsärztlicher Dienst im GESA
- Verband Schulleiterinnen und Schulleiter

### Organisation opérationnelle / operative Organisation:

Die IIZ-Geschäftsstelle plant und besorgt die Führung der IIZ-Geschäfte, gewährleistet den Wissens- und Informationstransfer mit den nationalen und interkantonalen IIZ-Gremien.

Die Geschäftsstelle IIZ ist administrativ dem Amt für soziale Sicherheit ASO (ab 1.1.2022: Amt für Gesellschaft und Soziales AGS) unterstellt. Die Leitung übernimmt per 01.01.2022 Yvonne Nachbur-Schär.

### Existe-t-il une description des processus standards pour la CII ? / Gibt es eine Beschreibung der Standard-Prozesse bei IIZ-Fällen?

Ja: vgl. auch untenstehende RRB und Vereinbarungen

### Bases légales cantonales / gesetzliche Grundlagen:

05.06.2005: Schaffung gesetzliche Grundlage für die IIZ (§ 7ter Gesetz über die Aufgabenreform «soziale Sicherheit», per 01.01.2008 überführt in die §§ 48, 50 Abs. 2 und 54 Abs. 5 Sozialgesetz)

01.03.2007: Operativer Start CM-Stelle Solothurn



03.07.2007: Auftrag für Schaffung der CM Berufsbildung (RRB 2007/1202)

01.11.2009: Operativer Start CM Berufsbildung

15.05.2012: Schaffung einer IIZ-Struktur im Kanton Solothurn: Verstärkung der interinstitutionellen Zusammenarbeit (RRB 2012/965)

20.02.2018: Formeller Beschluss zur Aufhebung der CM-Stelle per Mitte 2018 (RRB 2018/202)

28.05.2019: Vereinbarung zur Zusammenarbeit zwischen der Arbeitslosenversicherung und der Sozialhilfe (RRB 2019/843)

**Le nombre de situations concernées par année / Anzahl bearbeitete IIZ-Fälle pro Jahr :**

Kann keine Aussage gemacht werden.

**Sous quelles conditions un cas est un cas CII (contacts informels, inscription parallèle, etc.) ? / Unter welchen Bedingungen ist ein Fall ein IIZ Fall (informelle Kontakte, parallele Anmeldung, usw.)?**

Unterschiedlich: vereinbarte Abläufe gestützt auf RRB; informelle Kontakte oder parallele Anmeldungen

**Remarques – Défis / Anmerkungen – Herausforderungen:**

**Contact / Kontakt:**

Geschäftsstelle IIZ

032 686 23 23

[sekretariat@iiz.so.ch](mailto:sekretariat@iiz.so.ch)

Yvonne Nachbur-Schär

Leiterin Geschäftsstelle IIZ

Telefon 032 627 60 13

[yvonne.nachbur@ddi.so.ch](mailto:yvonne.nachbur@ddi.so.ch)



## 14. IIZ im Kanton Schwyz

### Organisation stratégique / strategische Organisation:

Die IIZ-Steuerungsgruppe übernimmt strategische Funktionen bei der Umsetzung der IIZ im Kanton Schwyz. Sie trifft sich zwei mal pro Jahr und setzt sich wie folgt zusammen:

- Vorsteher Amt für Arbeit (Vorsitz der IIZ-Steuerungsgruppe)
- Geschäftsleiter Ausgleichskasse/IV-Stelle Schwyz
- Vertreter Verein Schwyzer Gemeinden und Bezirke (VSZGB)
- Vorsteher Amt für Berufs- und Studienberatung
- Vorsteher Amt für Gesundheit und Soziales
- Vorsteher Amt für Migration
- IIZ-Koordinatorinnen des Kanton Schwyz

### Organisation opérationnelle / operative Organisation:

Die Operative Organisation setzt sich zusammen aus der IIZ-Arbeitsgruppe und der IIZKoordinationsstelle. Die IIZ-Arbeitsgruppe dient der IIZ-Koordinationsstelle als Begleitgruppe und Expertenpool. Die Mitglieder treffen sich zwei mal pro Jahr.

- 2 Vertreter der RAV
- 1 Vertretung Amt für Arbeit /ALV
- 1 Vertretung der IV-Stelle
- 2 Vertreter der Sozialämter aus den Mitgliedergemeinden
- 1 Vertretung Berufs- und Studienberatung
- 1 Vertretung Abteilung Soziales Kanton Schwyz
- 1 Vertretung Pro Infirmis
- 1 Vertretung Amt für Migration
- 2 IIZ-Koordinatorinnen

Die Koordinationsstelle ist der operative Knotenpunkt von Organisation und Umsetzung der IIZ und wird von zwei IIZ-Koordinatorinnen im Teilzeitpensum geführt.

### Existe-t-il une description des processus standards pour la CII ? / Gibt es eine Beschreibung der Standard-Prozesse bei IIZ-Fällen?

Ja : Erläutertes Flussdiagramm, Orientierung am CM-Prozess

### Bases légales cantonales / gesetzliche Grundlagen:

Die "Verwaltungsvereinbarung zur interinstitutionellen Zusammenarbeit im Kanton Schwyz" regelt die Zusammenarbeit zwischen den Vereinbarungspartnern. Sie stützt sich auf die entsprechenden Bestimmungen der Bundesgesetze über die Arbeitslosenversicherung (Art. 85f, 92 Abs 7) und die Invalidenversicherung (Art. 3a Abs 2, 68bis) sowie das kantonale Gesetz über die Sozialhilfe (§§6, 11)

### Le nombre de situations concernées par année / Anzahl bearbeitete IIZ-Fälle pro Jahr :

Pro Jahr rund 100 Meldungen bei der IIZ-Koordinationsstelle. Ca. 20 davon werden IIZ-Case-Management-Fälle.



**Sous quelles conditions un cas est un cas CII (contacts informels, inscription parallèle, etc.) ? / Unter welchen Bedingungen ist ein Fall ein IIZ Fall (informelle Kontakte, parallele Anmeldung, usw.)?**

- Es besteht eine intakte Chance für eine (Wieder)Eingliederung im ersten Arbeitsmarkt
- Die Person ist bei 2 Institutionen angemeldet (oder bei einer und eine zweite droht)
- Es liegt eine Mehrfachproblematik vor, welche die Eingliederungschancen herabsetzt
- Bezüglich der Ansprüche bei den IIZ-Partnern gibt es Unklarheiten oder Unstimmigkeiten

**Remarques – Défis / Anmerkungen – Herausforderungen:**

- Viele personelle Wechsel bei den IIZ-Partnern erschweren die rechtzeitige und nachhaltige interinstitutionelle Zusammenarbeit
- Die finanziellen Lücken zwischen dem Ende der Vorleistungspflicht durch die ALK und der ersten Auszahlung der IV-(Teil)Rente

**Contact / Kontakt:**

*IIZ-Koordination Kanton Schwyz*

*Sandra Leutenegger, 041 819 04 20 [sandra.leutenegger@aksz.ch](mailto:sandra.leutenegger@aksz.ch)*

*Jeannette Linder, 041 819 04 23 [jeannette.linder@aksz.ch](mailto:jeannette.linder@aksz.ch)*

*<https://www.sz.ch/unternehmen/arbeit-gewerbeaufsicht/arbeit-stellen/interinstitutionelle-zusammenarbeit-iiz.html/72-443-4443-1875-1857>*



## 15. IIZ im Kanton Thurgau

### Organisation stratégique / strategische Organisation:

IIZ-Steuerungsgremium (8 Personen), bestehend aus der Amtsleitung:

- Sozialversicherungszentrum (SVZ) Thurgau
- Sozialamt des Kantons Thurgau
- Migrationsamt Thurgau
- Amt für Wirtschaft und Arbeit
- Amt für Berufsbildung und Berufsberatung

und der Abteilungsleitung:

- Leiter/in RAV Thurgau
- Leiter/in Eingliederung/Rente IV-Stelle Thurgau
- Leiter/in Arbeitsmarktliche Massnahmen Thurgau

### Organisation opérationnelle / operative Organisation:

Strategisches/operatives Bindeglied bildet die IIZ-Leitung und die IIZ-Koordination (4-er Club).

IIZ-Fachgruppe (15 Personen):

- IIZ-Leitung, Leiter/in RAV Thurgau
- IIZ-Leitung, Leiter/in Eingliederung/Rente IV-Stelle Thurgau
- IIZ-Koordination, IIZ-Koordinator/in RAV Thurgau
- IIZ-Koordination, IIZ-Koordinator/in IV-Stelle Thurgau
- RAV IIZ-Personalberater/in
- RAV Stellenkoordinator/in
- Eingliederungsberater/in, IV-Stelle Thurgau
- Vertreter aus Integrationsprogrammen und Sozialämter

Jährlich findet ein "IIZ-Netzwerktag Thurgau" statt (von der IIZ-Koordination organisiert).

Es nehmen jeweils ca. 60 Vertreter/innen aus der Integrationsarbeit im Kanton teil (z.B. Invalidenversicherung, Arbeitslosenversicherung, Kranken(taggeld)versicherungen, Unfall(taggeld)versicherungen, Sozialämter, Integrationsprogrammen, Migrationsamt, Berufsberatung und div. Institutionen wie Pro Infirmis, Psychiatrische Dienste u.v.m).

### Existe-t-il une description des processus standards pour la CII ? / Gibt es eine Beschreibung der Standard-Prozesse bei IIZ-Fällen?

Nein: Vereinbarung der Zusammenarbeit; Definition IIZ-Fall (siehe Beiblatt)

### Bases légales cantonales / gesetzliche Grundlagen:

- Art. 68bis IVG
- Art. 85f AVIG

### Le nombre de situations concernées par année / Anzahl bearbeitete IIZ-Fälle pro Jahr :

Aktive IIZ-Fälle plus Ausgesteuerte Versicherte in ALV Strukturen der letzten 4 Jahre:

2019 705 + 294 = 999

2018 672 + 284 = 956

2017 719 + 355 = 1074

2016 443 + 286 = 729





**Sous quelles conditions un cas est un cas IIZ (contacts informels, inscription parallèle, etc.) ? / Unter welchen Bedingungen ist ein Fall ein IIZ Fall (informelle Kontakte, parallele Anmeldung, usw.)?**

Fallbezogen:

- die Person bezieht Leistungen von mindestens zwei Institutionen
- die Person braucht Hilfe bei komplexen Mehrfachproblematiken
- die Person sieht ein Potential und ist motiviert für die Arbeitsaufnahme in einem Arbeitsmarkt (primärer Arbeitsmarkt / Sozialfirma / PvB / Arbeitsversuch in einer IV Institution)
- die Person ist bereit und motiviert zu einer zielgerichteten Eigenleistung und für die Zusammenarbeit im Rahmen der IIZ

Institutionsbezogen:

- IV und RAV bleiben federführend
- Einzelfall-Lösungen mit langfristiger Wirkung, d.h. Mehrjahresplanung mit Verbindlichkeiten von Abmachungen über Systemgrenzen hinaus
- Ganzheitliche Betrachtung über Institutionsgrenzen hinweg
- Weg vom „Kässelidenken“
- Unbürokratische Vorgehensweise
- Gegenseitig Lösungen finden für die Zeit der IV Warteschlaufe
- Abbau von Vorurteilen (Zielkonflikte vermeiden)
- Weniger Doppelspurigkeiten und Missbrauch
- Ergebnis- und nicht Finanzorientiertes Zusammenarbeiten
- IIZ soll nur in Situationen angewandt werden, die so komplex sind, dass die üblichen bilateralen Absprachen nicht effizient zum Ziel führen. IIZ wird nicht ‚flächendeckend‘ angewandt. Es ist ein individualisiertes Arbeitsinstrument für Spezialfälle

**Remarques – Défis / Anmerkungen – Herausforderungen:**

Die Eingliederung braucht Partner mit dem gleichen Ziel der Wiedereingliederung (inkl. Arbeitgebende). Eine passende/angepasste Tätigkeit zu finden ist eine grosse Herausforderung und auch eine Belastung für die Betroffenen, da meist dazu die Ressourcen fehlen. Wichtig: positive Haltung

**Contact / Kontakt:**

*IIZ-Koordinatorin RAV Thurgau  
Cornelia Schmid  
cornelia.schmid@tg.ch  
058 345 55 49  
<http://www.iiz-tg.ch/>*

*IIZ-Koordinatorin IV-Stelle Thurgau  
Brigitte Baumgartner  
brigitte.baumgartner@svztg.ch  
058 225 75 14*



## 16. IIZ im Kanton Uri

---

### Organisation stratégique / strategische Organisation:

Kantonale IIZ-Steuergruppe mit je einer Vertreterin / einem Vertreter des Amts für Arbeit und Migration, des Amts für Soziales, der IV-Stelle, der regionalen Sozialdienste und der Berufsbildung

### Organisation opérationnelle / operative Organisation:

Sitzung zwecks Erfahrungsaustausch zwischen den Mitarbeitenden des RAV und den Mitarbeitenden der regionalen Sozialdienste.

Fortlaufender on-the-job-Austausch zwischen den Mitarbeitenden des RAV und den Mitarbeitenden der Sozialdienste, der IV-Stelle und der Berufsbildung.

### Existe-t-il une description des processus standards pour la CII ? / Gibt es eine Beschreibung der Standard-Prozesse bei IIZ-Fällen?

Nein

### Bases légales cantonales / gesetzliche Grundlagen:

### Le nombre de situations concernées par année / Anzahl bearbeitete IIZ-Fälle pro Jahr :

Ca. 18 Fälle pro Jahr

### Sous quelles conditions un cas est un cas CII (contacts informels, inscription parallèle, etc.) ? / Unter welchen Bedingungen ist ein Fall ein IIZ Fall (informelle Kontakte, parallele Anmeldung, usw.)?

Abhängig vom Einzelfall. Oft handelt es sich um die Zuweisung von Personen, die von den Sozialdiensten begleitet werden, ans RAV, oder Personen, die bereits beim RAV angemeldet sind, wurden bzw. werden auch bei der IV angemeldet.

### Remarques – Défis / Anmerkungen – Herausforderungen:

Abgrenzungen bei der Zuständigkeit, insbesondere was die Finanzierung von Massnahmen angeht

### Contact / Kontakt:

*Amt für Arbeit und Migration IIZ-Koordination*

*Barbara Muther*

*Klausenstrasse 4*

*6460 Altdorf*

*barbara.muther@ur.ch*



## 17. CII du canton de Vaud

### Organisation stratégique / strategische Organisation:

**Organisation stratégique:** Deux temps sont à souligner dans le domaine de la CII Vaudoise :

#### 2011-2018 :

Dans le sillage du projet national MAMAC, la CII vaudoise regroupait à partir de 2011 sur volonté des chefs de service et directeur, les trois acteurs :

1. le Service de l'Emploi (SDE)
2. la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS)
3. l'Assurance invalidité (AI)

Elle se déployait au travers un dispositif appelé Plateforme de collaboration interinstitutionnelle (PFCII) avec au commandement un COPIL composé des chefs de service et directeur de l'Office AI, des 4 membres permanents ainsi que des deux coordinatrices cantonales CII.

Sa mission en tant que « dernier filet de sécurité » était de proposer par un bilan global inter-services des orientations adaptées et assurer un suivi coordonné aussi bien pour les bénéficiaires que les professionnels.

Le critère d'accès : personne en situation d'échec chronique dont on peut penser que des problèmes de santé physique ou psychique constituent un frein majeur à l'insertion.

La PFCII regroupait trois coordinateurs – un par institution (ORP, CSR, AI) ainsi qu'un médecin CII. La coordinatrice AI avait également la responsabilité de la coordination du dispositif à hauteur d'un 30%.

(le descriptif des fonctions et des tâches avait été défini dans un rapport interne au COPIL). *Aucune convention n'a été signée.*

Ce constat, ajouté à la volonté politique de repenser fondamentalement la collaboration, en particulier de l'aide sociale et de l'ORP, ont conduit à la dissolution de ce dispositif en 2018.

#### 2018->

A ce jour, le canton de Vaud ne dispose pas d'une structure transversale qui regrouperait de manière formalisée plusieurs partenaires estampillés « CII ».

L'orientation et la vision CII s'y développent cependant selon un schéma que l'on peut qualifier d'inductif et multilatéral.

D'un point de vue organisationnel, l'orientation systémique du dispositif vaudois conduit les institutions à nouer des partenariats centrés sur la réponse aux besoins des bénéficiaires avec l'objectif permanent de créer des transversalités (éviter l'effet ping-pong) entre institutions.

Concrètement, le canton s'est engagé dans des collaborations multilatérales de grande envergure entre l'aide sociale, le chômage, l'assurance invalidité et l'intégration des migrants. Les volets « formation initiale » et « employabilité » font aussi l'objet de développements intensifs entre le département de la formation et les institutions citées ci-dessus.

### Organisation opérationnelle / operative Organisation:

Les dispositifs suivants sont développés selon une orientation CII :

**Les unités communes (UC)** : dispositif cantonal en phase de déploiement, regroupant dans une même entité des assistants sociaux et des conseillers ORP.



- Public cible : tous les bénéficiaires de l'aide sociale ayant une employabilité reconnue
- Organisation: suivi intensif par un CP et/ou un AS (au besoin) visant à la réinsertion professionnelle sur le marché du travail.
- Moyens : établissement d'une stratégie, accès ouvert aux catalogues des mesures sociales et professionnelles, entretiens réguliers, bilans...

### Développement des UC

2020 : intégration de l'OAI dans l'accompagnement des bénéficiaires UC

Objectif : traiter les problématiques de santé avérée sous l'angle AI → phase pilote en cours

2020-21 : intégration de représentants du corps médical (médecins-conseils - traitants / instituts médicaux partenaires)

Objectif : apporter une réponse médicale lors de la préparation à l'emploi → « dispositif santé » en cours d'élaboration

#### Existe-t-il une description des processus standards pour la CII ? / Gibt es eine Beschreibung der Standard-Prozesse bei IIZ-Fällen?

Non: le processus formel de la PFCII n'étant plus d'actualité.

#### Bases légales cantonales / gesetzliche Grundlagen:

Nous n'avons pas de bases cantonales à l'exception de l'Aide sociale. Sinon le Chômage et l'AI se réfèrent aux articles de lois fédérales :

- L'OAI se réfère à l'art. 68bis LAI
- Le SDE se réfère à l'art. 85f LACI
- Le SPAS se réfère aux art. 38, 40, 49 et 50a LASV

#### Le nombre de situations concernées par année / Anzahl bearbeitete IIZ-Fälle pro Jahr :

*A noter que ces chiffres sont en lien avec les deux dispositifs présentés mais ne sont pas le reflet de l'ensemble des cas CII qui sont traités en bilatérale dans le canton.*

#### Nombre de situations traitées pour la PFCII :

Son utilisation est toutefois restée anecdotique eu égard à la grandeur de canton puisque n'étaient annoncées que 100-120 cas par année.

#### Nombre de situations traitées :

Suite à la création des unités communes de Lausanne puis d'Yverdon, 1894 personnes sont suivies au sein des UC dont 792 bénéficient d'un suivi mixte CP et AS

Dans le cadre de la phase pilote en cours « intégration OAI dans l'accompagnement des bénéficiaires UC (démarrée à fin janvier) 22 situations sont en cours.

#### Sous quelles conditions un cas est un cas CII (contacts informels, inscription parallèle, etc.) ? / Unter welchen Bedingungen ist ein Fall ein IIZ Fall (informelle Kontakte, parallele Anmeldung, usw.)?

Le critère d'accès pour la PFCII : personne en situation d'échec chronique dont on peut penser que des problèmes de santé physique ou psychique constituent un frein majeur à l'insertion.

Les critères d'accès pour les Unités Communes : (ceux en lien avec l'AI sont en cours d'analyse). Toutes les personnes ayant un certificat médical à l'entrée du dispositif sont orientées à l'UC.

Sauf celles :



- provenant d'une fin de droit LACI qui étaient déjà en incapacité de travail de 2 mois ou plus avant l'arrivée en fin de droit LACI.
- (pour toutes les autres) Dont il est vraisemblable, au vu des informations disponibles, que la durée de l'incapacité sera égale ou supérieure à 2 mois.
- si le certificat médical du bénéficiaire (entré à l'UC avec un certificat médical) perdure au-delà de 2 mois durant le suivi à l'UC, ce dernier est transféré au CSR)
- avec demande AI en cours
- qui ont une employabilité résiduelle inférieure à 50%
- les indépendants (sont exclus de l'UC)
- éligibles au dispositif 31a (jeunes adultes en difficulté (JAD) âgés de 18 à 25 ans
- éligibles à la rente pont (60 ans pour les femmes, 61 ans pour les hommes)
- dispensées sur approbation des autorités d'application en raison de difficultés telles que l'insertion professionnelle paraît exclue au moins temporairement (par exemple : atteinte manifeste et importante à la santé psychique ou physique)
- avec droit LACI effectif ou vraisemblable
- avec une rente AI de  $\frac{3}{4}$  (capacité de travail inférieure à 50%)
- pas inscrites au contrôle des habitants et sans permis de séjour valable

#### **Remarques – Défis / Anmerkungen – Herausforderungen:**

Le défi actuel réside dans la création des Unités communes sur l'ensemble du canton de Vaud ainsi que l'intégration du 3<sup>ème</sup> partenaire qu'est l'AI à ces dispositifs.

#### **Contact / Kontakt:**

*Chantal Tinguely, Office AI Vaud, cheffe de service et coordinatrice cantonale CII, 021 925 45 62, chantal.tinguely@vd.oai.ch*

*Angel Fernandez, Service de l'emploi, adjoint à la Coordination des ORP, coordinateur cantonal CII, 021 316 59 69, angel.fernandez-gonzalez@vd.ch*



## 18. CII du canton du Valais

### Organisation stratégique / strategische Organisation:

La Collaboration interinstitutionnelle (CII) du canton du Valais désigne toute forme de collaboration, que cela soit un simple échange d'informations ou la mise en place de mesures communes, entre les domaines de la sécurité sociale, de la formation et de l'intégration sur le marché du travail. L'objectif politique de la CII Valais vise à « assurer, dans le respect des cadres légaux des différents dispositifs (AC ; AI ; AS ; Formation professionnelle ; Asile, Addiction-Valais ; Suva) les conditions optimales pour que les personnes relevant de plusieurs dispositifs bénéficient rapidement d'une stratégie d'insertion/réinsertion professionnelle et sociale ».

La CII Valais est pilotée par un Comité de pilotage (COPIL) composé des chefs de services et directeurs des 6 partenaires CII. Un Comité de développement et de coordination (CDC) composé des chef/fes de sections et d'offices assure le relai entre les niveaux stratégique et opérationnel de la CII Valais. Une Convention datant de 2012 régit la CII Valais qui est ancrée légalement dans la Loi cantonale sur l'emploi et les mesures en faveur des chômeurs (LEMC). Le financement de son organisation structurelle est pris en charge sous la forme de frais fixes et variables par les parties contractantes à la Convention CII Valais.

### Organisation opérationnelle / operative Organisation:

Constitué de la chargée cantonale CII, de 5 coordinateurs régionaux impliqués à raison de 20% chacun, de 2 coordinateurs thématiques (jeunes en T1 et Asile) impliqués à raison de 10% chacun et d'1 collaboratrice administrative à 50%, le Bureau CII est en charge de toutes les activités CII en Valais (voir description dans le cahier des charges).

Chaque coordinateur (régional et thématique) a la responsabilité d'une équipe pluridisciplinaire composée de répondants CII (EPT : environ 10 à 20% par personne financés par chaque dispositif) représentant l'ensemble des partenaires CII. Un médecin SMR est à disposition pour les situations nécessitant un avis médical spécifique. 5 Tandems, composés chacun d'un conseiller ORP et d'un assistant social à 20%, complètent le team RH de la CII Valais.

Dans le cadre de ses responsabilités opérationnelles, le Bureau CII assure d'une part, la gestion des situations complexes et d'autre part, les actions structurelles (mise en place de directive, procédure etc.) et les communications (formation, journées CII, etc.). Toutes ces actions sont menées afin d'optimiser le réseau, tant pour les bénéficiaires que pour les professionnels.

### Existe-t-il une description des processus standards pour la CII ? / Gibt es eine Beschreibung der Standard-Prozesse bei IIZ-Fällen?

Oui : Processus global CII (1). Procédures spécifiques aux annonces de situations complexes : (4)

- Procédure d'annonce de cas complexe
- Procédure TRO-CII
- Procédure de prise en charge Assessment CII
- Procédure prise en charge Décloisonnement

### Bases légales cantonales / gesetzliche Grundlagen:

- Loi sur l'emploi et les mesures en faveur des chômeurs du 13 novembre 2013 (LEMC)
- Règlement sur l'emploi et les mesures en faveur des chômeurs du 13 novembre 2013 (REMC)
- Loi sur l'intégration et l'aide sociale du 29 mars 1996 (LIAS) – est en cours de révision
- Règlement d'exécution de la loi sur l'intégration et l'aide sociale du 7 décembre 2011 (RELIAS)
- Convention de collaboration interinstitutionnelle CII-Valais du 31 mai 2012
- Directive d'implémentation de la CII Valais du 1er mai 2015 L'OAI se réfère à l'art. 68bis LAI
- Le SDE se réfère à l'art. 85f LACI



- Le SPAS se réfère aux art. 38, 40, 49 et 50a LASV

#### **Le nombre de situations concernées par année / Anzahl bearbeitete IIZ-Fälle pro Jahr :**

- Situations complexes adultes et jeunes: en moyenne 200 situations par année
- Situations de type réseau : plus de 3000 personnes ont bénéficié d'un suivi simultané durant une année civile par au moins 2 partenaires de la CII Valais (appariement des données entre l'AC – AS – AI)

#### **Sous quelles conditions un cas est un cas CII (contacts informels, inscription parallèle, etc.) ? / Unter welchen Bedingungen ist ein Fall ein IIZ Fall (informelle Kontakte, parallele Anmeldung, usw.)?**

La CII Valais a élaboré une typologie des cas CII qui se trouve sur le site [www.vs.ch/cii](http://www.vs.ch/cii)

Les conditions, pour identifier une situation CII, sont analysées sur la base des critères suivants :

- Prise en charge par un ou plusieurs dispositifs
- Droits aux prestations dans les dispositifs
- Potentiel de réinsertion sur le premier marché du travail – Situation psychosociale et de santé (facteurs de risques)
- Difficultés dans la mise en œuvre de mesures du marché du travail
- Motivation et collaboration du bénéficiaire
- Stratégie d'insertion adoptée par le/les dispositifs
- Nécessité de collaboration formelle ou informelle entre les dispositifs

#### **Remarques – Défis / Anmerkungen – Herausforderungen:**

La CII Valais envisage à terme une spécialisation de la fonction des répondants CII. Ce thème est actuellement débattu au sein des instances de pilotage.

#### **Contact / Kontakt:**

**Anne Beney Confortola**

*Chargée cantonale de la CII*

*Tél 1 : 027 606 73 20*

*Tél 2 : 027 606 73 33*

*email : [anne-francoise.beney@admin.vs.ch](mailto:anne-francoise.beney@admin.vs.ch)*

*Internet : [www.vs.ch/cii](http://www.vs.ch/cii)*



## 19. IIZ im Kanton Zug

### Organisation stratégique / strategische Organisation:

Projektoberleitung (POL), jährliche Sitzungen.

- Leiter Amt für Wirtschaft und Arbeit Zug (B. Neidhart)
- Leitung IV-Stelle Zug (H. Schwander)
- Leitung kantonaler Sozialdienst (J. Bischof/ C. Schwager)
- Vertretung gemeindliche Sozialdienste (P. Weizenegger)
- Geschäftsleitung GGZ (Gemeinnützige Gesellschaft Zug) (C. Utiger)
- Koordinationsstelle IIZ (GGZ) (E. Zopp/ Ch. Scheitlin)

### Organisation opérationnelle / operative Organisation:

- IIZ-Koordinationsstelle (E. Zopp/ Ch. Scheitlin)
- IIZ Kernteam mit festen Vertretungen der drei Institutionen IV/ RAV und Sozialdienst
- CASEnet als gemeinsame Informationsplattform

Die Koordinationsstelle organisiert die gemeinsamen Gespräche nach Rücksprache mit den involvierten Stellen (auch Ärzte, Psychologen und / oder weitere Fachpersonen), sie übernimmt die Gesprächsführung, die Ausarbeitung des Handlungsplanes und das Gesprächsprotokoll. Sie kontrolliert den weiteren Verlauf und bleibt in Kontakt mit den Fallführungen.

### Existe-t-il une description des processus standards pour la CII ? / Gibt es eine Beschreibung der Standard-Prozesse bei IIZ-Fällen?

Ja: Alle Unterlagen sind zu finden auf: [www.iiz-zug.ch](http://www.iiz-zug.ch) / zusätzlich Prozess IIZ

Der Prozess wird im Laufe des Jahres überarbeitet werden. An der Grundstruktur (Anmeldekriterien/ Assessment/ Fallführung) wird sich jedoch nichts ändern. Änderungen sind vor allem im Bereich der konkreten Vorgehensweise bei der Anmeldung angedacht.

### Bases légales cantonales / gesetzliche Grundlagen:

Rahmenvereinbarung mit IV/ RAV und Sozialdiensten, auf Grund des Regierungsratsbeschlusses/ Leistungsvereinbarung mit dem Kanton.

### Le nombre de situations concernées par année / Anzahl bearbeitete IIZ-Fälle pro Jahr :

65-85. variiert von Jahr zu Jahr, aktuell eher zunehmend.

### Sous quelles conditions un cas est un cas CII (contacts informels, inscription parallèle, etc.) ? / Unter welchen Bedingungen ist ein Fall ein IIZ Fall (informelle Kontakte, parallele Anmeldung, usw.)?

Anmeldung bei mindestens einer der drei Institutionen IV/ RAV /SD mit zusätzlicher Problematik (Mehrfachproblematik). Bei bestehendem Koordinationsbedarf. (z.B. IV-Anmeldung steht bevor/ Aussteuerung steht bevor, langjähriger Arbeitsausfall bei Krankheit ohne IV-Anspruch).

### Remarques – Défis / Anmerkungen – Herausforderungen:

Die unterschiedliche Funktionsweise/ Organisation der beteiligten Institutionen. Wenig Möglichkeiten grenzübergreifend zu agieren. Stark prägende Strukturen der einzelnen Institutionen.

### Contact / Kontakt:

*GGZ@Work Berufsintegration*

*IIZ- Koordinationsstelle Zug*

*Evelyne Zopp*





*Industriestrasse 22, 6300 Zug 041 72 61 89  
evelyne.zopp@ggz.ch*



## 20. IIZ im Kanton Zürich

### Organisation stratégique / strategische Organisation:

Trägerschaft IIZ-Netzwerk Kanton Zürich

- AWA Amt für Wirtschaft und Arbeit, Volkswirtschaftsdirektion : Amtschefin
- KSA Kantonales Sozialamt, Sicherheitsdirektion : Amtschefin
- AJB Amt für Jugend und Berufsberatung, Bildungsdirektion : Amtschef
- SVA Sozialversicherungsanstalt Kanton Zürich : Direktor

### Organisation opérationnelle / operative Organisation:

Operativer Ausschuss IIZ-Netzwerk Kanton Zürich :

- Vertretung AWA
- Vertretung KSA
- Vertretung AJB
- Vertretung SVA Zürich (IV-Stelle)
- Vertretung Mittelschul- und Berufsbildungsamt (MBA)
- Leitung Geschäftsstelle IIZ

Geschäftsstelle IIZ :

- Leitung Geschäftsstelle IIZ
- Kantonale IIZ-Koordinatorinnen und -Koordinatoren
- Fachassistenz

IIZ-Netzwerk mit IIZ-Fachspezialist/-innen :

- AWA : 16 RAV, pro RAV IIZ-Spezialist/-innen
- KSA : IIZ-Spezialist/-innen
- AJB : IIZ-Spezialist/-innen in den Berufsinformationszentren biz
- IV-Stelle : IIZ-Spezialist/-innen
- Kommunale Sozialhilfen : Sozialarbeitende / Fachmitarbeitende der wirtschaftlichen Hilfe

### Existe-t-il une description des processus standards pour la CII ? / Gibt es eine Beschreibung der Standard-Prozesse bei IIZ-Fällen?

Ja:

- IIZ-Fallmanagement Prozesse für koordinierte Fallarbeit (Koordination durch Geschäftsstelle IIZ) sind hinterlegt im IIZ-Konzept Kanton Zürich, IIZ-Dienstleistungsleitfaden und Ablaufprozessen.
- Zusammenfassend stellt die IIZ-Broschüre Kanton Zürich den Ablauf grafisch dar – die Broschüre ist auf unserer Homepage zu finden, direkt unter : `file:///C:/Users/U80741059/AppData/Local/Packages/Microsoft.MicrosoftEdge_8wekyb3d8bbwe/TempState/Downloads/iiz_broschuere.pdf`

### Bases légales cantonales / gesetzliche Grundlagen:

Die einschlägigen IIZ-Grundlagen wie AVIG, AVG, IVG, (kantonales) SHG, BBG etc.

Regierungsratsbeschluss Kanton Zürich, 2014, zur Überführung der Interinstitutionellen Zusammenarbeit gemäss IIZ-Konzept 2014 (aktuelle Grundlage) in den unbefristeten Betrieb.



### **Le nombre de situations concernées par année / Anzahl bearbeitete IIZ-Fälle pro Jahr :**

Die Arbeit im IIZ-Netzwerk Kanton Zürich folgt einem konzeptionellen Stufenmodell: (1) Fachberatung und Unterstützung zur interinstitutionellen Zusammenarbeit zwischen IIZ-Partnerinstitutionen ohne Fallkoordination, (2) gemeinsame Integrationsplanung und -umsetzung in koordinierten IIZ-Fallteams, mit Koordination durch die Geschäftsstelle IIZ.

Total bearbeitete koordinierte IIZ-Fälle (Koordination via Geschäftsstelle IIZ) im Jahr 2019 : rund 540

Total neue IIZ-Fallanmeldungen zur koordinierten IIZ-Fallbearbeitung im Jahr 2019 : 300

Dazu kommen mehrere Hundert Fälle, die zwischen den IIZ-Institutionen ohne Koordination bearbeitet werden (interinstitutionelle Zusammenarbeit ohne koordinative Stelle, meist in Fällen mit einem weniger hohen Komplexitätsgrad, oder bei Vorleistungspflichten, oder bei längeren Massnahmen, wie der Lead bei einer der IIZ-Institutionen bleibt). Die IIZ-Institutionen dokumentieren im Rahmen ihrer regulären Prozesse solcher Zusammenarbeiten.

Die IIZ-Institutionen (meist die RAV und die Sozialdienste) nehmen in rund 850 – 1000 Fällen pro Jahr die Möglichkeit in Anspruch, im Rahmen von Fallbesprechungen von den IIZ-Koordinator/-innen Zweitmeinungen für die Fallbearbeitung, die interinstitutionelle Zusammenarbeit und die weitere Integrationsplanung einzuholen (Triagierung).

### **Sous quelles conditions un cas est un cas CII (contacts informels, inscription parallèle, etc.) ? / Unter welchen Bedingungen ist ein Fall ein IIZ Fall (informelle Kontakte, parallele Anmeldung, usw.)?**

Gemäss oben erwähntem Konzept mit Stufenmodell gehen wir von folgender Grunddefinition aus:

- Die Dienstleistungen des iiz-Netzwerks Kanton Zürich sind auf erwerbsfähige Kundinnen und Kunden ausgerichtet, die im Kanton Zürich wohnen, bei mindestens einer der beteiligten Institutionen angemeldet sind und sich in mehrfachproblematischen Situationen befinden. Es besteht ein institutionsübergreifender Koordinationsbedarf bei den Integrationsleistungen. Mehrfachproblematik bedeutet, dass die zu bearbeitenden Themen der Kundinnen und Kunden über das Aufgabengebiet der betreuenden Institution hinausgehen und die Integration in den ersten Arbeitsmarkt behindern.
- Konkret: sobald IIZ-Institutionen gemeinsam eine Fallbearbeitung besprechen, bewegen sie sich in einem interinstitutionellen Setting. Diese Prozesse geschehen weniger systematisch und werden nicht systematisch einem Monitoring unterzogen.
- Wenn die Geschäftsstelle IIZ zur Koordination beigezogen wird, erfolgen ein systematischer Ablaufprozess und ein systematisches Monitoring. Diese IIZ-Fälle können genauer verfolgt (und statistisch ausgewiesen) werden.

### **Remarques – Défis / Anmerkungen – Herausforderungen:**

- Wissensmanagement zum interinstitutionellen Arbeiten bei allen IIZ-Institutionen.
- Erhalten der Bereitschaft, interinstitutionell an Fällen zu arbeiten / Commitment zur Fallkoordination aufrechterhalten bzw. fördern.
- Wissens- und KnowHow-Verlust bei Institutionen, z.B. aufgrund sehr hoher Personalfuktuation bei den Sozialen Diensten der Gemeinden.

### **Contact / Kontakt:**

#### **Interinstitutionelle Zusammenarbeit IIZ, Geschäftsstelle IIZ**

*Dr. Yvonne Wechsler*

*Leiterin Geschäftsstelle IIZ*

*Lagerstrasse 107, 8090 Zürich*

*Telefon 043 259 66 42 (direkt), yvonne.wechsler@vd.zh.ch, www.zh.ch/iiz*



---

**Bureau nationale de la CII**

c/o Secrétariat d'État à l'économie SECO  
Holzikofenweg 36  
3003 Berne  
Tel. +41 58 484 97 30  
info@iiz.ch  
www.iiz.ch